

LA SEULE VOIE

Avant-propos

Le déclin du capitalisme promet d'être encore plus tumultueux, dramatique et sanglant que son ascension. Le capitalisme allemand ne constituera, en aucun cas, une exception. Si son agonie se prolonge outre mesure, la faute en est - il ne faut pas se cacher la vérité - aux partis du prolétariat.

Le capitalisme allemand vit le jour avec un certain retard et se trouva dépourvu des privilèges du droit d'aînesse. Le développement de la Russie lui donna une place à mi-chemin entre l'Angleterre et l'Inde. Dans ce schéma, l'Allemagne aurait dû occuper la place entre l'Angleterre et la Russie, sans avoir toutefois les puissantes colonies d'outremer de la Grande-Bretagne ni les colonies intérieures de la Russie tsariste. L'Allemagne, encastrée au cœur de l'Europe, se vit placée devant la nécessité, à une époque où le monde entier avait déjà été partagé, de conquérir des marchés étrangers et de procéder à un nouveau partage des colonies, qui avaient déjà été partagées.

Il ne fut pas donné au capitalisme allemand de nager dans le sens du courant, de s'abandonner au libre jeu des forces. Seule la Grande-Bretagne a pu s'offrir ce luxe, et cela uniquement pour une période historique limitée, dont nous avons vu récemment le terme. Le capitalisme allemand ne pouvait pas non plus se permettre ce « sens de la mesure » qui caractérise le capitalisme français, solidement installé dans ses limites et disposant de réserves, sous forme de riches possessions coloniales.

La bourgeoisie allemande, profondément opportuniste en politique intérieure, dut, dans le domaine de l'économie et de la politique internationale, faire preuve de témérité, foncer de l'avant, élargir démesurément sa production, pour rattraper les vieilles nations, agiter son sabre et se lancer dans la guerre. La rationalisation poussée à l'extrême de l'industrie allemande d'après-guerre découlait de la nécessité de surmonter les conditions défavorables dues au retard historique, à la situation géographique et à la défaite militaire.

Si les maux économiques de notre époque sont, en fin de compte, le résultat de la contradiction entre le développement des forces productives de l'humanité d'une part, la propriété privée des moyens de production et les frontières nationales d'autre part, le capitalisme allemand est en proie aux convulsions les plus violentes parce qu'il est le capitalisme le plus moderne, le plus avancé et le plus dynamique sur le continent européen.

Les médecins du capitalisme allemand se divisent en trois écoles : les libéraux, les partisans d'une économie planifiée, les partisans de l'autarcie.

Les libéraux voudraient remettre en vigueur les lois « naturelles » du marché. Mais le triste sort politique du libéralisme allemand reflète le fait que le capitalisme allemand ne s'est jamais fondé sur le manchesterianisme : grâce au protectionnisme, il est arrivé directement aux trusts et aux monopoles. On ne peut ramener l'économie allemande à un passé « sain », pour la bonne raison qu'il n'a jamais existé.

Le « national-socialisme » promet de réviser à sa manière le traité de Versailles, c'est-à-dire, pratiquement, de poursuivre l'offensive de l'impérialisme des Hohenzollern. En même temps, il veut mener l'Allemagne à l'autarcie, c'est-à-dire sur la voie du provincialisme et de l'auto-limitation. Les rugissements du lion cachent ici une psychologie de chien battu. Vouloir adapter le capitalisme allemand à ses frontières nationales équivaut à soigner un homme, en l'amputant de la main droite, du pied gauche et d'une partie du crâne.

Soigner le capitalisme à l'aide de l'économie planifiée signifie éliminer la concurrence. Dans ce cas, il faudrait commencer par supprimer la propriété privée des moyens de production. Les réformateurs, bureaucrates et doctes professeurs, n'ont même jamais osé l'imaginer. L'économie allemande est rien moins que purement allemande : elle fait partie intégrante de l'économie mondiale. Un plan allemand est concevable uniquement dans la perspective d'un plan économique international. Une planification limitée au niveau national reviendrait à renoncer à l'économie mondiale, c'est-à-dire marquerait une tentative de retour au système de l'autarcie.

Ces trois écoles, qui se combattent, se rassemblent en fait, car elles sont toutes trois enfermées dans le cercle vicieux de l'utopisme réactionnaire. Ce qui mérite d'être sauvé, ce n'est pas le capitalisme allemand, mais l'Allemagne de son capitalisme.

Pendant les années de crise, les bourgeois allemands, du moins leurs théoriciens, se sont lancés dans des discours de contrition : ils auraient mené, disent-ils, une politique beaucoup trop risquée, fait appel à des crédits étrangers tout à fait à la légère, et développé l'équipement industriel de façon inconsidérée ; à l'avenir, il faudrait être plus prudent. Aujourd'hui, encore plus que dans le passé, les sommets de la bourgeoisie allemande sont partisans d'aventures économiques, comme le prouvent le programme de Papen et l'attitude du capital financier à son égard.

Aux premiers signes de réactivation de l'industrie, le comportement du capitalisme allemand sera conforme à son passé historique et non aux vœux pieux des moralistes libéraux. Les entrepreneurs avides de profit feront de nouveau monter la pression de la vapeur, sans faire attention au manomètre. La chasse aux crédits étrangers reprendra son caractère fiévreux. Les possibilités d'expansion sont réduites ? Raison de plus pour développer les monopoles. Le monde saisi de frayeur verra resurgir le tableau de la période précédente, mais sous la forme de convulsions encore plus violentes. Parallèlement la renaissance du militarisme allemand ira bon train. Comme si les années 1914-1918 n'avaient pas existé. La bourgeoisie allemande place de nouveau à la tête de la nation, des barons de l'Est de l'Elbe. Ces derniers sont encore plus portés à risquer l'avenir du pays sous le signe du bonapartisme que sous le signe de la monarchie légitime.

Dans leurs minutes de lucidité, les dirigeants de la social-démocratie allemande doivent se demander : par quel miracle notre parti continue-t-il, après tout ce qu'il a fait, à regrouper des millions d'ouvriers ? Le conservatisme inhérent à toute organisation de masse a, certainement, une grande importance. Plusieurs générations de prolétaires sont passées par l'école politique de la social-démocratie, ce qui a créé une forte tradition. Cependant, ce n'est pas la cause principale de la vitalité du réformisme. Les ouvriers

ne peuvent abandonner purement et simplement la social-démocratie, malgré tous les crimes de ce parti : ils doivent pouvoir s'éduquer au travers d'un autre parti. Or, le Parti communiste allemand, en la personne de sa direction, a, depuis neuf ans, réellement fait tout ce qui était en son pouvoir, pour écarter les masses de lui ou, du moins, pour les empêcher de se regrouper autour du Parti communiste.

La politique capitularde de Staline-Brandler en 1923 ; le zigzag ultra-gauche de Maslov-Ruth Fischer-Thälmann de 1924 à 1925 ; la servilité toute opportuniste devant la social-démocratie de 1926 à 1928 ; les aventures de la « troisième période » de 1928 à 1930 ; la théorie et la pratique du « social-fascisme » et de la « libération nationale » de 1930 à 1932, tels sont les termes de l'addition. Leur total donne : Hindenburg-Papen-Schleicher et Cie.

La voie capitaliste n'offre aucune issue pour le peuple allemand. C'est là la force essentielle du Parti communiste.

L'exemple de l'Union soviétique montre que la voie socialiste est une issue possible. C'est là que se trouve la deuxième source de force du Parti communiste.

Mais, du fait des conditions de développement de l'Etat prolétarien isolé, une bureaucratie nationale et opportuniste a pris la tête de l'Union soviétique, une bureaucratie qui ne croit pas à la révolution mondiale, défend son indépendance contre celle-ci et en même temps, conserve un pouvoir illimité sur l'Internationale communiste. C'est là que réside le plus grand malheur pour le prolétariat allemand et international.

La situation en Allemagne est comme faite exprès pour permettre au Parti communiste de gagner la majorité des ouvriers en un court laps de temps. Mais le Parti communiste devrait seulement comprendre qu'actuellement il ne représente encore que la minorité du prolétariat, et s'engager fermement sur la voie de la tactique du front unique. Au lieu de cela, le Parti communiste a fait sien, une tactique que l'on peut résumer ainsi : ne pas donner aux ouvriers allemands la possibilité ni de mener des luttes économiques, ni d'opposer une résistance au fascisme, ni de saisir l'arme de la grève générale, ni de créer des Soviets, tant que le prolétariat ne reconnaîtra pas à priori le rôle dirigeant du Parti communiste. Les tâches politiques sont ainsi transformées en ultimatum.

D'où vient cette méthode déplorable ? La réponse est fournie par la politique de la fraction stalinienne en Union soviétique. L'appareil y a transformé la direction politique en une suite d'ordres administratifs. En ne permettant aux ouvriers ni de discuter, ni de critiquer, ni de voter, la bureaucratie stalinienne leur parle en fait le langage des ultimatums. La politique de Thälmann est une tentative de traduire le stalinisme en mauvais allemand, Il y a toutefois une différence : la bureaucratie de l'URSS dispose pour sa politique de diktat, du pouvoir d'Etat qu'elle a reçu des mains de la Révolution d'octobre ; par contre, Thälmann ne dispose pour donner du poids à son ultimatum que de l'autorité formelle de l'Union soviétique. C'est une aide morale importante qui, si elle suffit dans les conditions actuelles à fermer la bouche des ouvriers communistes, ne permet pas de gagner les ouvriers sociaux-démocrates. Mais c'est précisément de la solution de cette dernière tâche que dépend aujourd'hui le destin de la révolution allemande.

Dans le prolongement des ouvrages précédents de l'auteur, consacrés à la politique du prolétariat allemand, la présente brochure tente d'étudier les problèmes de la politique révolutionnaire en Allemagne dans sa nouvelle étape.

Prinkipo, le 13 septembre 1932.

1. Bonapartisme et fascisme

Essayons de voir brièvement ce qui s'est passé et où nous en sommes.

C'est grâce à la social-démocratie que le gouvernement Brüning a obtenu le soutien du Parlement pour gouverner au moyen de lois d'exception. Les dirigeants sociaux-démocrates déclaraient : « Nous barrerons ainsi le chemin du pouvoir au fascisme. » La bureaucratie stalinienne répondait : « Non, le fascisme a déjà vaincu ; le régime de Brüning, c'est le fascisme. » La première affirmation comme la deuxième étaient fausses. Les sociaux-démocrates cherchaient à faire passer leur recul devant le fascisme pour une lutte contre celui-ci. Les staliniens présentaient l'affaire comme si la victoire du fascisme était chose faite. L'énergie combattante du prolétariat était sapée de part et d'autre, facilitant et rapprochant la victoire de l'ennemi.

Dans le passé, nous avons caractérisé le gouvernement Brüning comme *bonapartiste* (comme une « caricature de bonapartisme »), c'est-à-dire comme un régime de dictature militaro-policière. Lorsque la lutte entre les deux camps de la société - entre les possédants et ceux qui n'ont rien, entre les exploitants et les exploités - atteint son paroxysme, les conditions pour la domination de la bureaucratie, de la police et de l'armée sont créées. Le gouvernement devient indépendant de la société. Rappelons encore une fois ceci : si l'on enfonce symétriquement deux fourchettes dans un bouchon, il peut tenir en équilibre même sur une tête d'épingle. Un gouvernement de ce type ne cesse pas, bien évidemment, d'être le commis des possédants. Mais le commis est alors assis sur le dos de son maître, lui martèle la nuque et ne se gêne pas, à l'occasion, pour essayer ses chaussures sur le visage de son maître.

On pouvait supposer que Brüning se maintiendrait jusqu'à l'ultime dénouement. Mais au cours du développement, un nouveau chaînon est venu s'ajouter : le gouvernement Papen. Si nous voulons être précis, nous devons apporter une correction à notre ancienne définition : le gouvernement Brüning était un gouvernement pré-bonapartiste. Brüning n'était qu'un précurseur. Le bonapartisme sous sa forme achevée fit son entrée en scène en la personne du gouvernement Papen-Schleicher.

En quoi consiste la différence ? Brüning jurait qu'il n'y avait pas de plus grand bonheur que de « servir » Hindenburg et le paragraphe 48. Avec son poing, Hitler « soutenait » Brüning à droite. Mais Brüning s'appuyait avec son coude gauche sur l'épaule de Wels. Au Reichstag, Brüning trouvait une majorité qui le dispensait de tenir compte du Reichstag.

Plus Brüning devenait indépendant du Parlement, plus le sommet de la bureaucratie se sentait indépendante de Brüning et des groupes politiques qui étaient derrière lui. Il restait à rompre définitivement le lien avec le Reichstag. Le gouvernement Von Papen apparut comme un miracle de l'Immaculée Conception bureaucratique. Il s'appuie de son coude droit sur l'épaule d'Hitler. De son poing policier, il se défend sur sa gauche contre le prolétariat. C'est là le secret de sa stabilité, c'est-à-dire du fait qu'il n'est pas tombé le jour même de son apparition.

Le gouvernement Brüning avait un caractère clérical, bureaucratique et policier. La Reichswehr restait en réserve. Le « front de fer » servait de soutien direct de l'ordre. La suppression de la dépendance à l'égard du « front de fer » fut la raison essentielle du coup d'Etat d'Hindenburg et de Papen. A cette occasion, les généraux se retrouvèrent automatiquement à la première place.

Les dirigeants sociaux-démocrates firent les frais de l'opération. C'est ce qui leur arrive dans les périodes de crise sociale. Ces intrigants petits-bourgeois passent pour des esprits lucides dans les conditions où il n'est pas besoin d'intelligence. Aujourd'hui, ils se cachent la nuit sous leurs couvertures. Ils ont des sueurs froides et espèrent un miracle : peut-être réussiront-ils non seulement à sauver leur tête mais aussi leur mobilier confortable et leurs petites économies innocentes. Mais il n'y aura pas de miracle...

Malheureusement, le Parti communiste fut, lui aussi, complètement pris au dépourvu par les événements. La bureaucratie stalinienne n'avait rien prévu. Maintenant, Thälmann, Remmele et autres parlent à tout propos du « coup d'Etat du 20 juillet ». Mais comment cela se fait-il ? Ils affirmaient auparavant que le fascisme était déjà là, et que seuls les contre-révolutionnaires trotskystes pouvaient en parler au futur. Mais il s'avère maintenant que pour passer de Brüning à Papen - pas à Hitler mais seulement à Papen - il a fallu un véritable « coup d'Etat ». Le « contenu de classe » de Severing, Brüning et Hitler « est le même », nous avaient enseigné ces sages. D'où vient alors le coup d'Etat et dans quel but fut-il accompli ?

Mais la confusion ne s'arrête pas là. Bien que la différence entre bonapartisme et fascisme soit maintenant suffisamment claire, Thälmann, Remmele et Cie parlent du coup d'Etat *fasciste* du 20 juillet. En même temps, ils mettent en garde les ouvriers contre le danger imminent d'un coup d'Etat d'Hitler, c'est-à-dire un nouveau coup d'Etat fasciste. Enfin, la social-démocratie est toujours qualifiée de sociale-fasciste. Les événements qui se succèdent, se réduisent ainsi au fait que différentes variétés de « fascisme » se prennent les unes aux autres le pouvoir par des coups d'Etat « fascistes ». N'est-il pas clair que toute la théorie stalinienne a été spécialement créée pour bloquer le cerveau des hommes ?

L'entrée en scène du gouvernement Papen a produit une impression de force d'autant plus grande (totale ignorance des partis, nouvelles lois d'exception, dissolution du Reichstag, mesures de répression, état de siège dans la capitale, liquidation de la démocratie à la prussienne) que les ouvriers y étaient moins préparés. On tue un lion avec des balles ; on écrase une puce avec l'ongle ; quant aux ministres sociaux-démocrates, on les liquide d'une chiquenaude sur le nez.

Malgré son apparence de force concentrée, le gouvernement Papen, « en lui-même », est encore plus faible que son prédécesseur. Un régime bonapartiste ne peut avoir un caractère stable et prolongé, que s'il met fin à une époque révolutionnaire, quand le rapport de forces a été testé dans des affrontements, quand les classes révolutionnaires sont à bout de force, alors que les classes possédantes ne sont pas encore libérées de leur terreur : demain n'apportera-t-il pas de nouvelles secousses ? Sans cette condition fondamentale, c'est-à-dire sans l'épuisement préalable de l'énergie des masses dans la lutte, un régime bonapartiste n'est pas capable de se développer.

Les barons, les magnats du capital, les banquiers tentent, au travers du gouvernement Papen, de garantir leur situation et leurs affaires au moyen de la police et de l'armée régulière. L'idée de transmettre tout le pouvoir à Hitler qui s'appuie sur les bandes avides et déchaînées de la petite bourgeoisie, ne leur sourit pas du tout. Certes, ils ne mettent pas en doute le fait qu'Hitler se révélera finalement l'instrument docile de leur domination. Mais cela implique des secousses, le risque d'une longue guerre civile, et d'importants frais généraux. Il est vrai que le fascisme débouche finalement sur une dictature militaro-bureaucratique de type bonapartiste, l'exemple de l'Italie est là pour le montrer. Mais pour cela il lui faut plusieurs années, même dans le cas d'une victoire totale : en Allemagne, le délai est plus grand qu'en Italie. Il est clair que les classes possédantes ont préféré une voie plus économique, c'est-à-dire la voie de Schleicher, et non celle d'Hitler, sans parler du fait que les préférences de Schleicher vont à Schleicher lui-même.

Le fait que la neutralisation des camps irréductibles soit à l'origine de l'existence du gouvernement Papen, n'implique nullement que les forces du prolétariat révolutionnaire et celles de la petite bourgeoisie réactionnaire soient égales dans la balance de l'histoire. Tout le problème est reporté ici dans le domaine de la politique. La social-démocratie paralyse le prolétariat, en se servant de la mécanique du front de fer. Par sa politique absurde de l'ultimatum, la bureaucratie stalinienne empêche les ouvriers de choisir l'issue révolutionnaire. Avec une direction correcte du prolétariat, le fascisme aurait été réduit à néant et le bonapartisme n'aurait trouvé aucune fissure par laquelle s'infiltrer. Malheureusement, telle n'est pas la situation. La puissance paralysée du prolétariat a donné à la clique bonapartiste son apparence trompeuse de « puissance ». Voilà la formule politique d'aujourd'hui.

Le gouvernement Papen n'est que le point d'intersection des deux grandes forces historiques. Son poids personnel est presque nul. C'est pourquoi il ne peut pas ne pas s'effrayer lui-même de sa propre gesticulation, et ne pas avoir le vertige face au désert qui l'entoure. C'est cela et seulement cela qui explique que dans les actions du gouvernement il y a deux tiers de lâcheté pour un tiers d'audace. Par rapport à la Prusse, c'est-à-dire à la social-démocratie, le gouvernement jouait gagnant à tous les coups : il savait que ces messieurs n'opposeraient aucune résistance. Il fixa de nouvelles élections après la dissolution du Reichstag mais n'osa pas les repousser. Après avoir proclamé l'état de siège, il se hâta d'expliquer : c'est uniquement pour rendre plus facile une capitulation sans combat des dirigeants de la social-démocratie.

Mais il y a la Reichswehr ! Nous ne sommes pas portés à l'oublier. Engels définissait l'Etat comme des bandes d'hommes armés avec des appendices matériels, comme les prisons, etc. A propos du pouvoir du gouvernement actuel, on peut même dire que seule la Reichswehr existe réellement. Mais la Reichswehr n'est nullement un instrument soumis et sûr entre les mains du groupe d'individus, à la tête desquels se trouve Papen. En fait, le gouvernement ressemble plutôt à une commission politique auprès de la Reichswehr.

Malgré son poids prépondérant sur le gouvernement, la Reichswehr ne peut prétendre jouer un rôle politique autonome. Cent mille soldats aussi soudés et aguerris qu'ils soient (et cela demande à être vérifié), ne peuvent commander à une nation de 65 millions d'individus déchirée par de très profonds antagonismes sociaux. La Reichswehr ne sera qu'un élément, et, de plus, un élément non décisif, dans la lutte entre les forces sociales.

A sa manière, le nouveau Reichstag reflète assez bien la situation politique du pays, qui a conduit à l'expérience bonapartiste. Ce parlement sans majorité, avec des ailes irréductibles, est un argument concret et irréfutable en faveur de la *dictature*. Les limites de la démocratie apparaissent encore une fois dans toute leur évidence. Là où il s'agit des fondements même de la société, l'arithmétique parlementaire ne résout rien. C'est la lutte qui tranche.

Nous ne chercherons pas à deviner de loin, la voie qu'emprunteront, dans les prochains jours, les tentatives de replâtrage du gouvernement. Nos hypothèses sont de toute façon en retard sur la réalité, et les formes et combinaisons transitoires possibles ne résoudront pas le problème. Le bloc de la droite avec le centre impliquerait « la légalisation » de l'arrivée des nationaux-socialistes

au pouvoir, c'est-à-dire fournirait la couverture la plus commode à un coup d'Etat fasciste. Le type de rapport de forces qui s'instaurerait au début entre Hitler, Schleicher et les dirigeants du centre, est un problème plus important pour eux-mêmes que pour le peuple allemand. Toutes les combinaisons politiques imaginables avec Hitler signifient l'absorption de la bureaucratie, de la justice, de la police et de l'armée dans le fascisme.

Si l'on admet que le centre n'entrera pas dans une coalition, où la rupture avec ses propres ouvriers serait le prix de son rôle de frein sur la locomotive d'Hitler, il ne reste plus alors que la voie ouvertement extra-parlementaire. Une combinaison sans le centre assurera encore plus facilement et plus rapidement la prépondérance des nationaux-socialistes. Si ces derniers ne s'entendaient pas immédiatement avec Papen et ne passaient pas, aussitôt, ouvertement à l'offensive, le caractère bonapartiste du gouvernement devrait apparaître encore plus crûment : Von Schleicher aurait ses « cent jours »..., mais sans les années napoléoniennes antérieures.

Cent jours, - non, nous sommes, semble-t-il, trop généreux. La Reichswehr ne décide pas. Schleicher ne suffit pas. Seules les méthodes d'une guerre civile longue et impitoyable peuvent assurer la dictature extra-parlementaire des junkers et des magnats du capital financier. Hitler pourra-t-il remplir cette tâche ? Cela dépend non seulement de la bonne ou mauvaise volonté du fascisme, mais aussi de la volonté révolutionnaire du prolétariat.

2. Bourgeoisie, petite bourgeoisie et prolétariat

Toute analyse sérieuse de la situation politique doit partir des rapports existant entre les trois classes : la bourgeoisie, la petite bourgeoisie (y compris la paysannerie) et le prolétariat.

La grande bourgeoisie, puissante du point de vue économique, ne représente, prise en elle-même, qu'une infime minorité. Pour asseoir sa domination, elle doit entretenir des relations bien définies avec la petite bourgeoisie et, par l'intermédiaire de cette dernière, avec le prolétariat.

Pour comprendre la dialectique de ces relations, il faut distinguer trois étapes historiques : l'aube du développement capitaliste, lorsque la bourgeoisie pour remplir sa mission, avait besoin de méthodes révolutionnaires ; l'épanouissement et la maturité du régime capitaliste, lorsque la bourgeoisie donna à sa domination des formes ordonnées, pacifiques, conservatrices et démocratiques ; enfin le déclin du capitalisme, lorsque la bourgeoisie est forcée, pour défendre son droit à l'exploitation, de recourir à la guerre civile contre le prolétariat.

Les programmes politiques caractéristiques de ces trois étapes : le jacobinisme, la démocratie réformiste (y compris la social-démocratie) et le fascisme sont dans leur essence, les programmes des courants petits-bourgeois. Cette circonstance à elle seule montre quelle importance énorme, plus exactement décisive, revêt l'autodétermination politique des couches petites bourgeoises pour le destin de la société bourgeoise dans son ensemble !

Toutefois, les relations entre la bourgeoisie et sa base sociale principale ne sont nullement fondées sur une confiance réciproque et une collaboration pacifique. Dans sa masse, la petite bourgeoisie est une classe exploitée et humiliée. Elle envie la grande bourgeoisie et souvent la déteste. Par ailleurs, la bourgeoisie, tout en ayant recours au soutien de la petite bourgeoisie, ne lui fait pas confiance, car elle craint toujours, à juste titre, que cette dernière ne soit portée à franchir les limites qui lui ont été départies.

En nettoyant et en frayant la voie au développement de la bourgeoisie, les jacobins entraînent à chaque instant en conflit aigu avec la bourgeoisie. Ils la servaient, tout en lui livrant une lutte impitoyable. Après avoir rempli leur mission historique limitée les jacobins tombèrent, car la domination du capital était prédéterminée.

Par toute une série d'étapes, la bourgeoisie affermit son pouvoir sous la forme de la démocratie parlementaire. Là encore, ni de manière pacifique, ni de bon gré. La bourgeoisie craignait mortellement le droit au suffrage universel. Finalement, en combinant les mesures de répression et les concessions, le fouet des privations et les réformes, elle se soumit, dans le cadre de la démocratie formelle, non seulement l'ancienne petite bourgeoisie, mais aussi dans une large mesure le prolétariat par l'intermédiaire de la nouvelle petite bourgeoisie - la bureaucratie ouvrière. En août 1914, la bourgeoisie impérialiste réussit, par le biais de la démocratie parlementaire, à mener à l'abattoir des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans.

C'est la guerre qui marque nettement le début du déclin du capitalisme et, surtout, de la forme démocratique de sa domination. Il n'est désormais plus question de nouvelles réformes ni d'aumônes, mais plutôt de rogner et de revenir sur ce qui avait été déjà accordé. La domination politique de la bourgeoisie entre ainsi en contradiction non seulement avec les organes de la démocratie prolétarienne (syndicats et partis politiques), mais aussi avec la démocratie parlementaire dans le cadre de laquelle se sont constituées les organisations ouvrières. D'où la croisade contre le marxisme d'une part, contre le parlementarisme démocratique d'autre part.

Dans le passé, les sommets dirigeants de la bourgeoisie libérale se sont avérés incapables de venir à bout avec leurs seules forces, de la monarchie, des féodaux et de l'Eglise ; de même les magnats du capital financier ne peuvent venir à bout du prolétariat avec leurs seules forces. L'aide de la petite bourgeoisie leur est indispensable. Pour cela, il faut l'alerter, la mobiliser, la remettre sur pieds et l'armer. Mais cette période présente des dangers. Tout en l'utilisant, la bourgeoisie a peur du fascisme. En mai 1926, Pilsudsky fut obligé de sauver la société bourgeoise par un coup d'Etat dirigé contre les partis traditionnels de la bourgeoisie polonaise. L'affaire alla si loin que le dirigeant officiel du Parti communiste polonais, Varsky, qui était passé des positions de Rosa Luxembourg sur les positions de Staline et non sur celles de Lénine, prit le coup d'Etat de Pilsudsky pour le chemin menant à la « dictature révolutionnaire démocratique » et appela les ouvriers à soutenir Pilsudsky.

Lors de la séance de la commission polonaise du Comité exécutif de l'Internationale communiste, l'auteur de ces lignes déclarait à propos des événements en Pologne :

« Globalement, le coup d'Etat de Pilsudsky apparaît comme un moyen petit-bourgeois, " plébéien ", de résoudre les tâches urgentes de la société bourgeoise sur le point de s'écrouler. Ce qui le rapproche nettement du fascisme italien.

« Ces deux courants ont indiscutablement des traits communs : leurs troupes de choc se recrutent avant tout au sein de la petite bourgeoisie : Pilsudsky comme Mussolini a agi en employant des moyens extra-

parlementaires, ouvertement violents, et les méthodes de la guerre civile ; tous deux cherchaient non à renverser la société bourgeoise, mais au contraire à la sauver. Si, dans un premier temps, ils ont remis en selle les masses petites-bourgeoises, ils se sont unis à la grande bourgeoisie après leur arrivée au pouvoir. A ce propos, une généralisation historique s'impose involontairement à l'esprit, pour laquelle il faut se rappeler la définition donnée par Marx du jacobinisme, comme un moyen plébéen de venir à bout des ennemis féodaux de la bourgeoisie... C'était à l'époque de l'essor de la bourgeoisie. Il faut dire maintenant qu'à l'époque du déclin de la bourgeoisie, cette dernière a de nouveau besoin de procédés " plébéiens ", pour résoudre ses tâches, non plus progressistes mais totalement réactionnaires. Et, en ce sens, le fascisme est une caricature du jacobinisme...

« La bourgeoisie décadente n'est pas capable de se maintenir au pouvoir par les méthodes et les moyens de l'Etat parlementaire qu'elle a construit ; le fascisme en tant qu'instrument d'autodéfense lui est nécessaire, au moins dans les moments les plus critiques. Mais la bourgeoisie n'aime pas cette façon " plébéienne " de résoudre ses problèmes. Elle manifeste une très grande hostilité à l'égard du jacobinisme qui fraya dans le sang le chemin du développement de la société bourgeoise. Les fascistes sont infiniment plus proches de la bourgeoisie décadente, que les jacobins de la bourgeoisie montante. Mais la bourgeoisie bien établie n'aime pas la manière fasciste de résoudre ses problèmes, car les secousses, même dans les intérêts de la société bourgeoise, ne sont pas sans risques pour elle. D'où l'antagonisme entre le fascisme et les partis traditionnels de la bourgeoisie...

« La grande bourgeoisie n'apprécie pas les méthodes fascistes, de même qu'un homme qui a mal à la mâchoire, n'aime pas qu'on lui arrache des dents. Les cercles respectables de la société bourgeoise regardaient avec haine les exercices du dentiste Pilsudsky, mais finalement ils se sont soumis à l'inévitable, certes avec des menaces, des marchandages et des trafics. Et voilà que l'idole d'hier de la petite bourgeoisie se transforme en gendarme du capital. »

A cette tentative de définir la place historique du fascisme, comme relève politique de la social-démocratie, la direction officielle opposa la théorie du social-fascisme. Dans les premiers temps, elle pouvait apparaître comme une stupidité, certes prétentieuse et tapageuse mais inoffensive. Les événements qui ont suivi ont montré quelle influence désastreuse la théorie stalinienne a exercée sur le développement de l'Internationale communiste¹.

*

**

Faut-il conclure des rôles historiques du jacobinisme, de la démocratie et du fascisme, que la petite bourgeoisie est condamnée à rester jusqu'à la fin de ses jours un instrument entre les mains du capital ? S'il en était ainsi, la dictature du prolétariat serait impossible dans une série de pays où la petite bourgeoisie constitue la majorité de la nation, et rendue extrêmement difficile dans d'autres pays où la petite bourgeoisie constitue une minorité respectable. Heureusement, il n'en est pas ainsi. L'expérience de la Commune de Paris, au moins dans les limites d'une ville, puis l'expérience de la Révolution d'octobre, à une échelle infiniment plus grande dans le temps et dans l'espace, ont prouvé que l'alliance de la petite et de la grande bourgeoisie n'est pas éternelle. Si la petite bourgeoisie est incapable de mener une politique *indépendante* (et c'est en particulier pour cette raison qu'une « dictature démocratique » petite-bourgeoise est irréalisable), il ne lui reste qu'à choisir entre le prolétariat et la bourgeoisie.

A l'époque de la montée, de la croissance et de l'épanouissement du capitalisme, la petite bourgeoisie, malgré de violentes explosions de mécontentement, restait avec une relative docilité dans l'attelage capitaliste. C'était d'ailleurs la seule chose qu'elle avait à faire. Mais dans les conditions du capitalisme pourrissant, dans une situation économique sans issue, la petite bourgeoisie aspire, tente et essaie de s'arracher à la tutelle des anciens maîtres et dirigeants de la société. Elle est tout à fait susceptible de lier son sort à celui du prolétariat. Pour cela, une seule chose est nécessaire : il faut que la petite bourgeoisie soit persuadée de la capacité du prolétariat à engager la société sur une voie nouvelle. Le prolétariat ne peut lui inspirer une telle confiance que par sa force, son assurance dans l'action, une offensive hardie contre l'ennemi et le succès de sa politique révolutionnaire.

Mais, malheur si le parti révolutionnaire ne se montre pas à la hauteur de la situation ! La lutte quotidienne du prolétariat accentue l'instabilité de la société bourgeoise. Les grèves et les troubles politiques détériorent la situation économique du pays. La petite bourgeoisie pourrait se résigner provisoirement à des privations croissantes, si son expérience lui prouvait que le prolétariat est capable de l'arracher à sa situation présente, pour la mener sur une voie nouvelle. Mais si le parti révolutionnaire, malgré la constante aggravation de la lutte des classes, s'avère toujours incapable de rassembler autour de lui le prolétariat, s'agite vainement, sème la confusion et se contredit lui-même, la petite bourgeoisie perd alors patience et commence à voir dans les ouvriers le responsable de ses propres malheurs. Tous les partis de la bourgeoisie, y compris la social-démocratie, s'efforcent de l'en persuader. Et lorsque la crise revêt une gravité insupportable, un parti se met en avant, avec le but déclaré de chauffer à blanc la petite bourgeoisie et de diriger sa haine et son désespoir contre le prolétariat. En Allemagne, cette fonction historique est remplie par le national-socialisme, large courant dont l'idéologie se forme à partir de toutes les exhalaisons putrides de la société bourgeoise en décomposition.

La responsabilité politique fondamentale de la croissance du fascisme retombe, évidemment, sur la social-démocratie. Depuis la guerre impérialiste, la politique de ce parti a consisté à effacer de la conscience du prolétariat l'idée d'une politique indépendante, à le convaincre du caractère éternel du capitalisme et à le mettre à genoux devant la bourgeoisie en décomposition. La petite bourgeoisie peut se ranger du côté des ouvriers si elle voit en eux un nouveau maître.

La social-démocratie apprend à l'ouvrier à se comporter comme un laquais. La petite bourgeoisie ne suivra pas un laquais. La politique du réformisme enlève au prolétariat toute possibilité de diriger les masses plébéiennes de la petite bourgeoisie et, par là même, transforme ces dernières en chair à canon du fascisme.

¹ Bien qu'ayant dissimulé au parti et à l'Internationale communiste le discours cité ci-dessus, la presse stalinienne lança contre lui une de ses campagnes habituelles. Manouïlsky écrivit que j'osais « assimiler » les fascistes aux jacobins, qui pourtant sont nos ancêtres révolutionnaires. La dernière affirmation est plus ou moins vraie. Malheureusement ces ancêtres ont un grand nombre de descendants, incapables de faire fonctionner leurs cerveaux. On peut trouver des échos de cette ancienne polémique dans les productions récentes de Münzenberg contre le trotskysme. Toutefois, nous ne nous y arrêterons pas.

Pour nous, la responsabilité de la social-démocratie n'épuise pas le problème politique. Depuis le début de la guerre, nous avons caractérisé ce parti comme le représentant de la bourgeoisie impérialiste au sein du prolétariat.

Cette nouvelle orientation des marxistes révolutionnaires a donné naissance à la III^{ème} Internationale. Sa tâche était de réunir le prolétariat sous le drapeau de la révolution et par là, de lui assurer une influence dirigeante sur les masses opprimées de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes.

La période de l'après-guerre fut marquée, en Allemagne plus que partout ailleurs, par une situation économique sans issue et la guerre civile. La situation internationale et la situation intérieure, tout poussait impérieusement l'Allemagne sur la voie du socialisme. A chaque pas, la social-démocratie révélait son vide intérieur et son impuissance, le caractère réactionnaire de sa politique et la vénalité de ses dirigeants. Que fallait-il de plus au Parti communiste pour se développer ? Cependant, après avoir connu d'importants succès, les premières années, le Parti communiste allemand entra dans une période d'errements, de zigzags, où l'opportunisme succédait à l'aventurisme. La bureaucratie centriste affaiblissait systématiquement l'avant-garde du prolétariat, l'empêchant d'entraîner la classe à sa suite. Par là, elle enlevait au prolétariat dans son ensemble la possibilité d'entraîner à sa suite les masses opprimées de la petite bourgeoisie. La bureaucratie stalinienne porte devant l'avant-garde du prolétariat une responsabilité directe et immédiate pour la croissance du fascisme.

3. La social-démocratie est-elle l'alliée du fascisme ou son ennemie?

Il est relativement simple de comprendre les rapports entre les classes sous forme d'un schéma établi une fois pour toutes. Il est incomparablement plus difficile d'apprécier correctement les rapports concrets entre les classes dans chaque situation déterminée.

Actuellement, la grande bourgeoisie allemande hésite ; c'est un état que la grande bourgeoisie, d'une façon générale, connaît relativement rarement. Une partie de celle-ci a définitivement décidé que la solution fasciste était inévitable, et voudrait accélérer l'opération. Une autre partie espère venir à bout de la situation au moyen d'une dictature bonapartiste, militaro-policière. Dans ce camp, personne ne souhaite un retour à la « démocratie » de Weimar.

La petite bourgeoisie est divisée. Le national-socialisme qui a rassemblé sous son drapeau la majorité écrasante des classes moyennes, veut prendre en main tout le pouvoir. L'aile démocratique de la petite bourgeoisie, qui continue à entraîner des millions d'ouvriers, voudrait revenir à la démocratie de type ebertiste. En attendant, elle est prête à soutenir, au moins passivement, la dictature bonapartiste. Le calcul de la social-démocratie est le suivant : sous la pression des nazis, le gouvernement Papen-Schleicher sera forcé de rétablir l'équilibre en renforçant son aile gauche ; dans le même temps, la crise s'atténuera peut-être ; au sein de la petite bourgeoisie on assistera, peut-être, à un début de dégrisement ; la bourgeoisie cessera, peut-être, de pressurer de façon aussi forcenée les ouvriers ; et tout rentrera dans l'ordre, avec l'aide de Dieu.

La clique bonapartiste ne souhaite effectivement pas une victoire totale du fascisme. Elle n'a rien contre le fait d'utiliser, dans certaines limites, le soutien de la social-démocratie. Mais pour cela, il lui faut « tolérer » les organisations ouvrières, ce qui n'est possible qu'à condition d'admettre l'existence légale du Parti communiste, au moins jusqu'à un certain point. De plus, le soutien apporté par la social-démocratie à la dictature militaire rejettera inévitablement les ouvriers dans les bras du Parti communiste. En cherchant un soutien contre la peste brune, le gouvernement se trouvera rapidement sous les coups des diables rouges.

La presse communiste officielle démontre que la social-démocratie, en tolérant Brüning, a ouvert la voie à Papen et que tolérer à moitié Papen accélère l'arrivée d'Hitler. C'est tout à fait vrai. Sur ce point, nous n'avons pas de divergence avec les staliens. Mais cela signifie également que dans une période de crise sociale, la politique du réformisme frappe non seulement les masses, mais le réformisme lui-même. Et aujourd'hui, nous sommes arrivés à un moment critique de ce processus.

Hitler tolère Schleicher. La social-démocratie ne résiste pas à Papen. Si cette situation pouvait se consolider pour une longue durée, la social-démocratie deviendrait alors l'aile gauche du bonapartisme, laissant au fascisme le rôle d'aile droite. Théoriquement, il n'est pas exclu que la crise actuelle, sans précédent, du capitalisme allemand ne conduise pas à une solution décisive, c'est-à-dire qu'elle ne se termine ni par la victoire du prolétariat, ni par le triomphe de la contre-révolution fasciste. Si le Parti communiste poursuit sa politique d'ultimatum borné et sauve, ainsi, la social-démocratie de l'écroulement inévitable ; si Hitler ne se décide pas, dans les jours qui suivent, à un coup d'Etat et provoque ainsi la décomposition inévitable de ses propres rangs ; si la conjoncture économique connaît une amélioration, avant que Schleicher ne soit tombé, dans ce cas, la combinaison du paragraphe 48 de la constitution de Weimar, de la Reichswehr, de la social-démocratie à moitié dans l'opposition et du fascisme lui aussi à moitié dans l'opposition, pourrait peut-être se maintenir (jusqu'à une nouvelle secousse sociale qui, dans tous les cas, ne saurait tarder).

Pour l'instant, nous sommes encore loin de cet heureux concours de circonstances qui nourrit les rêves de la social-démocratie. Il n'est en rien assuré. Même les staliens semblent ne pas croire à la durée et à la stabilité du régime Papen Schleicher. Tout laisse penser que le triangle Wels-Schleicher-Hitler s'écroulera avant même qu'il ait eu le temps de se former.

Mais peut-être sera-t-il remplacé par la combinaison Wels-Hitler ? Selon Staline, ce sont des « jumeaux et non des antipodes ». Admettons que la social-démocratie, sans craindre la réaction de ses ouvriers, décide de vendre à Hitler sa tolérance. Mais le fascisme n'a nul besoin de cette marchandise : ce qu'il lui faut, c'est non pas la tolérance de la social-démocratie mais sa liquidation. Le gouvernement d'Hitler ne peut réaliser sa tâche qu'après avoir écrasé la résistance du prolétariat et liquidé les organes possibles de cette résistance. Telle est la fonction historique du fascisme. Les staliens se limitent à une appréciation psychologique, ou plus précisément, morale des petits bourgeois lâches et avides qui dirigent la social-démocratie. Peut-on imaginer, disent-ils, que ces traîtres patentés se détacheront de la bourgeoisie fasciste et s'opposeront à elle ? Une telle méthode non dialectique a peu de chose en commun avec le marxisme, qui part non de la conscience que les gens ont d'eux-mêmes ni de ce qu'ils veulent, mais avant tout des conditions dans lesquelles ils sont placés et du changement de ces conditions.

La social-démocratie soutient le régime bourgeois non à cause des profits des magnats du charbon, du fer, mais à cause des revenus qu'elle possède en tant que parti, en la personne de son puissant et nombreux appareil. Certes, le fascisme ne menace en rien le régime bourgeois, au maintien duquel veille la social-démocratie. Mais le fascisme est une menace pour le rôle que joue la social-démocratie auprès du régime bourgeois et, par conséquent, pour les revenus que la social-démocratie reçoit en échange. Si

les staliniens oublient cet aspect de l'affaire, la social-démocratie ne perd pas de vue un seul instant le danger mortel que représente pour elle - non pour la bourgeoisie, mais pour elle-même précisément - la victoire du fascisme.

Lorsque nous avons indiqué, il y a environ trois ans, que le point de départ de la prochaine crise en Autriche et en Allemagne serait, selon toute vraisemblance, l'antagonisme irréductible existant entre la social-démocratie et le fascisme ; lorsque sur cette base nous avons rejeté la théorie du social-fascisme qui, loin de mettre en évidence ce conflit imminent, le masquait au contraire ; lorsque nous avons annoncé que la social-démocratie, y compris une partie importante de son appareil, pouvait, par le cours des événements, être entraînée dans la lutte contre le fascisme et que cela créerait pour le Parti communiste une position de départ favorable pour une offensive ultérieure, un très grand nombre de communistes, non seulement des fonctionnaires stipendiés mais aussi des révolutionnaires tout à fait sincères, nous accusèrent d'idéaliser la social-démocratie. Il ne restait plus qu'à rester les bras croisés. Il est difficile de polémiquer avec des gens dont la pensée s'arrête là, où, pour un marxiste, le problème ne fait que commencer.

Au cours de discussions, j'ai parfois donné l'exemple suivant : la bourgeoisie juive dans la Russie tsariste constituait la partie la plus apeurée et la plus démoralisée de toute la bourgeoisie russe. Et pourtant, dans la mesure où les pogromes des Cent-Noirs bien que dirigés essentiellement contre les juifs pauvres, la touchaient également, elle se vit forcée d'avoir recours à l'autodéfense. Certes, elle n'a pas fait preuve dans ce domaine d'une bravoure remarquable. Mais avec ce danger suspendu au-dessus de leur tête, les bourgeois juifs libéraux récoltaient, par exemple, d'importantes sommes pour armer les étudiants et les ouvriers révolutionnaires. On assistait ainsi à un accord pratique temporaire envers les ouvriers les plus révolutionnaires, prêts à se battre les armes à la main et le groupe le plus terrorisé de la bourgeoisie, qui avait sombré dans le malheur.

L'année passée, j'écrivais que dans la lutte contre le fascisme, les communistes devaient être prêts à conclure un accord pratique non seulement avec le diable et sa grand-mère mais aussi avec Grzesinsky. Cette phrase fit le tour de la presse stalinienne mondiale : pouvait-on trouver une meilleure preuve du « social-fascisme » de l'opposition de gauche ? Certains camarades m'avaient prévenu : « *Ils se saisiront de cette phrase.* » Je leur répondis : « *Cette phrase est écrite précisément pour qu'ils s'en saisissent. Qu'ils saisissent un fer rouge et s'y brûlent les doigts ! Il faut donner des leçons aux imbéciles.* » Le cours de la lutte amena Von Papen à faire connaître la prison à Grzesinsky. Est-ce que cet épisode cadrait avec la théorie du social-fascisme et les prévisions de la bureaucratie stalinienne ? Non, il était en totale contradiction avec elles. Par contre, notre appréciation de la situation admettait tout à fait une telle éventualité et lui attribuait une place déterminée.

Mais la social-démocratie refusa le combat cette fois encore, nous répliquera un stalinien. Oui, elle le refusa. Celui qui croyait que la social-démocratie allait engager la lutte de façon indépendante, à l'initiative de ses dirigeants, et de plus, dans des conditions où le Parti communiste lui-même était incapable d'engager le combat, celui-là ne pouvait être que déçu. Nous n'espérons pas un tel miracle. Aussi, la social-démocratie ne pouvait-elle pas nous « décevoir ».

Nous croyons bien volontiers que Grzesinsky ne s'est pas transformé en tigre révolutionnaire. Toutefois, la situation où Grzesinsky, de sa forteresse, envoyait des détachements de policiers pour défendre la « démocratie » contre les ouvriers révolutionnaires, n'est-elle pas différente de celle où le sauveur bonapartiste du capitalisme envoya le même Grzesinsky en prison ? Et ne devons-nous pas apprécier et utiliser politiquement cette différence ?

Pour revenir à l'exemple donné ci-dessus, il n'est pas difficile de voir une différence entre le fabricant juif donnant un pourboire aux sergents tsaristes qui massacrent les grévistes de sa fabrique, et ce même fabricant qui donne secrètement l'argent aux grévistes d'hier pour acquérir des armes contre les organisateurs de pogromes. Le bourgeois reste un bourgeois. Mais un changement de situation entraîne un changement d'attitude. Les bolcheviks dirigeaient la grève contre le fabricant. Par la suite ils acceptaient de ce même fabricant de l'argent pour lutter contre les pogromes.

Tout ce que nous avons dit signifie-t-il que la social-démocratie dans son ensemble mènera la lutte contre le fascisme ? A cela nous répondons : une partie des fonctionnaires sociaux-démocrates passera sans aucun doute dans le camps fasciste ; une partie importante se cachera sous son lit le jour du danger. Et une bonne partie de la masse ouvrière ne participera pas à la lutte. Il est tout à fait impossible de prévoir quelle partie des ouvriers sociaux-démocrates sera entraînée dans la lutte, à quel moment précis et quelle partie de l'appareil elle entraînera à sa suite. Cela dépend d'un grand nombre de circonstances, y compris du mode d'action du Parti communiste. La politique de front unique a pour rôle de séparer ceux qui veulent lutter de ceux qui ne le veulent pas ; de pousser en avant ceux qui hésitent ; enfin, de compromettre les dirigeants capitulards aux yeux des ouvriers, et par là, d'augmenter la combativité de ces derniers.

Combien de temps a-t-on perdu, sans raison, absurdement, honteusement ! Et combien de choses pouvait-on faire, ne serait-ce que pendant ces deux dernières années ! Longtemps à l'avance il était clair que le capital monopolistique et son armée fasciste allaient, à coups de poing et de matraque, forcer la social-démocratie à prendre le chemin de l'opposition et de l'autodéfense. Il fallait révéler dans les faits à toute la classe ouvrière cette prévision, prendre l'initiative du front unique et la conserver à chaque nouvelle étape. Les cris et les hurlements étaient inutiles. On pouvait jouer gagnant à coup sûr. Il suffisait de formuler avec clarté et précision ce qu'allait inévitablement faire l'ennemi et développer un programme pratique de front unique sans exagérations ni vaines interpellations, mais également sans faiblesse ni concessions. Quelle place élevée occuperait aujourd'hui le Parti communiste allemand, s'il avait assimilé l'ABC de la politique léniniste et l'avait appliqué avec la fermeté nécessaire.

4. Les vingt et une erreurs de Thälmann

Au milieu de juillet, paraissait une brochure contenant les réponses de Thälmann à vingt et une questions d'ouvriers sociaux-démocrates sur la manière de créer le « front unique rouge ». La brochure commence par ces mots : « Le front unique antifasciste prend un essor puissant ! » Le 20 juillet, le Parti communiste appelait les ouvriers à une grève politique. L'appel ne trouva aucun écho. C'est ainsi qu'en l'espace de cinq jours fut révélé l'abîme qui séparait les beaux discours bureaucratiques de la réalité politique.

Le parti a obtenu aux élections du 31 juillet, 5 300 000 voix. En fêtant ce résultat comme une puissante victoire, le parti prouvait à quel point la défaite avait réduit ses espérances et ses prétentions. Au premier tour des élections présidentielles, le parti avait recueilli près de 5 000 000 de voix. Il n'a ainsi gagné que 300 000 voix en quatre mois et demi, - et quels mois ! En mars, la presse

communiste répétait inlassablement que le nombre de voix aurait été incomparablement plus grand s'il s'était agi des élections du Reichstag, des centaines de milliers de sympathisants considérant à l'occasion des élections présidentielles, qu'il était inutile de perdre son temps pour une démonstration « platonique ». Si l'on prend en considération ce commentaire de mars - et il le mérite -, il en résulte que le parti au cours de ses quatre derniers mois, n'a pour ainsi dire pas grandi.

En avril, la social-démocratie a élu Hindenburg qui, là-dessus, a exécuté un coup d'Etat directement dirigé contre elle. On pouvait penser que ce seul fait devait suffire à ébranler jusque dans ses fondements l'édifice du réformisme. Puis, vint la nouvelle aggravation de la crise avec toutes ses terribles conséquences. Enfin, le 20 juillet, à onze jours des élections, la social-démocratie s'est piteusement retirée, la queue entre les jambes, face au coup d'Etat du président du Reich qu'elle avait élu. Dans de telles périodes, les partis révolutionnaires connaissent une croissance fiévreuse. Quoi qu'elle entreprenne, la social-démocratie ne fait que rejeter les ouvriers, loin d'elle sur sa gauche. Au lieu d'avancer avec des bottes de sept lieues, le Parti communiste piétine, hésite, fait marche arrière et pour chaque pas en avant, fait un demi-pas en arrière. Si le parti pousse un cri de victoire, uniquement parce qu'il n'a pas perdu de voix le 31 juillet, cela signifie qu'il a définitivement perdu le sens des réalités.

Pour comprendre pourquoi et comment, dans des conditions extraordinairement favorables, ce parti révolutionnaire s'est condamné lui-même à une impuissance honteuse, il faut lire les réponses de Thälmann aux ouvriers sociaux-démocrates. C'est une tâche ennuyeuse et ingrate, mais qui peut permettre de comprendre ce qui se passe dans la tête des dirigeants stalinien.

Thälmann apporte plusieurs réponses contradictoires à la question : « *Quelle appréciation les communistes portent-ils sur le gouvernement Papen ?* » Il commence par indiquer le « *danger d'une instauration immédiate de la dictature fasciste* ». Elle n'existe donc pas encore ? Il parle d'une façon tout à fait pertinente, des membres du gouvernement comme des « *représentants des capitalistes, des trusts, des généraux et des junkers* ». Un instant plus tard, il dit en parlant de ce même gouvernement : « *le cabinet fasciste* » et conclut, en affirmant que « *le gouvernement Papen s'est fixé comme objectif l'instauration immédiate de la dictature fasciste* ».

En ignorant les différences sociales et politiques entre le bonapartisme, c'est-à-dire un régime d'« union sacrée » fondée sur une dictature militaro-policière, et le fascisme, c'est-à-dire un régime de guerre civile ouverte contre le prolétariat, Thälmann se prive de toute possibilité de comprendre ce qui se passe sous ses yeux. Si le cabinet Papen est un cabinet fasciste, de quel « danger » fasciste peut-il encore être question ? Si les ouvriers croient Thälmann, lorsqu'il affirme que Papen s'est fixé comme objectif (!) l'instauration d'une dictature fasciste, le parti passera à côté du conflit hautement probable entre Hitler et Papen-Schleicher, comme cela s'était produit dans le passé pour le conflit entre Papen et Otto Braun.

A la question : « *Le Parti communiste envisage-t-il sincèrement le front unique ?* », Thälmann répond naturellement par l'affirmative et avance comme preuve le fait que les communistes n'entreprennent aucune démarche auprès d'Hindenburg et de Papen. « *Non, nous posons le problème du combat, du combat contre tout le système, contre le capitalisme. Et c'est là le gage le plus sérieux de notre sincérité quant au front unique.* » Thälmann ne comprend visiblement pas de quoi il est question. Les ouvriers sociaux-démocrates restent précisément des sociaux-démocrates, parce qu'ils croient toujours à la voix progressive, réformiste, de passage du capitalisme au socialisme. Comme ils savent que les communistes sont partisans du renversement révolutionnaire du capitalisme, les ouvriers sociaux-démocrates demandent : votre proposition de front unique est-elle sincère ? Et Thälmann réplique : bien sûr, nous sommes sincères, car il s'agit pour nous de renverser tout le système capitaliste.

Il va sans dire que nous ne cherchons pas à cacher quoi que ce soit aux ouvriers sociaux-démocrates. Mais dans chaque cas, il faut savoir jusqu'où il est possible d'aller et garder le sens des réalités politiques. N'importe quel propagandiste habile aurait répondu : « *Vous misez tout sur la démocratie, nous, nous croyons que la révolution est la seule issue. Cependant, nous ne pouvons ni ne voulons faire la révolution sans vous. Hitler est aujourd'hui notre ennemi commun. Après avoir écrasé Hitler nous dresserons ensemble un bilan et nous envisagerons quelle suite réelle donner à notre action.* »

Les interlocuteurs - aussi singulier que cela puisse paraître à première vue - non seulement font preuve d'indulgence l'égard de l'orateur, mais ils l'approuvent à plusieurs reprises. Le secret de cette indulgence réside dans le fait que les interlocuteurs de Thälmann non seulement appartiennent à l'Action antifasciste mais invitent également les ouvriers à donner leurs voix au Parti communiste allemand. Il s'agit d'*anciens* qui se sont ralliés au communisme. On ne peut qu'accueillir chaleureusement de telles recrues. Toutefois faire passer une explication avec des ouvriers qui ont rompu avec la social-démocratie, pour une explication avec les masses social-démocrates, traduit bien le caractère frauduleux de l'entreprise. Cette mascarade à bon marché est tout à fait caractéristique de l'ensemble de la politique actuelle de Thälmann et Cie.

Quoi qu'il en soit, les anciens sociaux-démocrates posent des questions qui touchent réellement les masses sociales-démocrates : « *L'Action antifasciste est-elle une annexe du Parti communiste ?* » « *Non*, répond Thälmann. *La preuve ? L'Action antifasciste n'est pas une organisation mais un mouvement de masse.* » Comme si ce n'était pas la tâche directe du Parti communiste que d'organiser le mouvement de masse. Mais le deuxième argument est encore meilleur : l'Action antifasciste serait au-dessus des partis, car (!) elle est dirigée contre l'Etat capitaliste : « *Karl Marx déjà, tirant les leçons de la Commune de Paris, a mis au premier plan des tâches de la classe ouvrière, la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois.* » Oh ! quelle citation malheureuse ! Les sociaux-démocrates veulent - malgré Marx - perfectionner l'Etat bourgeois, non le détruire. Ce ne sont pas des communistes mais des réformistes. Malgré lui, Thälmann démontre précisément ce qu'il voulait réfuter : l'« Action antifasciste » est une filiale du parti. Visiblement, le dirigeant officiel du Parti communiste ne comprend ni la situation ni le mode de pensée politique de l'ouvrier social-démocrate. Il ne saisit pas la raison d'être du front unique. Chacune de ses phrases est une arme pour les dirigeants réformistes et rejette vers eux les ouvriers sociaux-démocrates.

Thälmann démontre l'impossibilité de toute action commune avec la social-démocratie de la manière suivante : « *Par ailleurs, nous (?) devons clairement reconnaître que même si aujourd'hui la social-démocratie manifeste un semblant d'opposition, à aucun moment elle ne renoncera à ses propres projets de coalition, ni à l'idée de pactiser avec la bourgeoisie fasciste.* » Même si cela était exact, il faudrait néanmoins le démontrer concrètement aux ouvriers sociaux-démocrates. Mais cela est faux. Même si les dirigeants sociaux-démocrates n'ont pas abandonné l'idée de conclure des pactes avec la bourgeoisie, la bourgeoisie fasciste, elle, refuse de pactiser avec la social-démocratie. Et ce fait peut être décisif pour le sort de la social-démocratie. Lors du passage du pouvoir de Papen à Hitler, la bourgeoisie ne pourra en aucune manière épargner le sort de la social-démocratie. La guerre civile a ses lois. La domination de la terreur fasciste ne peut que signifier la liquidation de la social-démocratie. Mussolini a commencé précisément ainsi, pour pouvoir écraser plus librement les ouvriers révolutionnaires. En tout cas, les « sociaux-fascistes » tiennent à leur peau. Voilà la politique la plus réaliste et en même temps la plus révolutionnaire dans ses conséquences.

Si, par contre, la social-démocratie ne se sépare « à aucun moment » de la bourgeoisie fasciste (bien que Matteoti se soit « séparé » de Mussolini), les ouvriers sociaux-démocrates qui veulent participer à l'Action antifasciste, ne doivent-ils pas quitter leur parti ? C'est une des questions posées. Thälmann réplique : « *Il va de soi pour nous, communistes, que les ouvriers sociaux-démocrates ou membres de la Bannière du Reich peuvent participer à l'Action antifasciste, sans quitter nécessairement leur parti.* » Et pour bien montrer qu'il est dépourvu de tout esprit sectaire, Thälmann poursuit : « *Si vous la rejoignez par millions, en rangs serrés, nous vous accueillerons avec joie, même si, à notre avis, il existe encore une certaine confusion dans vos esprits sur certains points concernant l'appréciation du parti social-démocrate allemand.* » Paroles d'or ! Nous considérons votre parti comme fasciste, vous le tenez pour démocratique mais ne nous disputons pas sur des détails ! Il suffit que vous veniez à nous « par millions », sans abandonner votre parti fasciste. La « confusion sur certains points » ne saurait être un obstacle. Par contre, la confusion qui règne dans les esprits des bureaucrates tout-puissants est un obstacle, à chaque pas.

Pour approfondir la question, Thälmann ajoute : « *Nous ne posons pas le problème de parti à parti mais à l'échelle de la classe.* » Comme Seydewitz, Thälmann est prêt à renoncer aux intérêts du parti au nom des intérêts de la classe. Malheureusement, pour un marxiste une telle position ne peut exister. Si son programme n'était pas l'expression scientifique des intérêts de la classe ouvrière, le parti ne vaudrait pas un centime.

Mis à part cette grossière erreur de principe, les paroles de Thälmann contiennent également une absurdité pratique. Comment peut-on ne pas poser la question « de parti à parti », quand c'est là précisément le fond de la question ? Des millions d'ouvriers suivent la social-démocratie. D'autres millions, le Parti communiste. A la question des ouvriers sociaux-démocrates : « *Comment arriver à des actions communes entre votre parti et notre parti contre le fascisme ?* », Thälmann répond « *à l'échelle de la classe* » et non « *à l'échelle des partis* » : « *Rejoignez-nous par millions !* » N'est-ce pas là un bien triste bavardage ? « *Nous, communistes, poursuit Thälmann, nous ne voulons pas l'unité à n'importe quel prix. Nous ne pouvons, dans l'intérêt de l'unité avec la social-démocratie, abandonner le contenu de classe de notre politique... et renoncer aux grèves, aux luttes des chômeurs, aux actions des locataires et à l'autodéfense révolutionnaire des masses.* » Il substitue à un accord sur des actions pratiques précises l'unité absurde avec la social-démocratie. Au nom de la nécessité de l'assaut révolutionnaire, il justifie le refus de mener aujourd'hui des actions communes de grèves et d'autodéfense. Celui qui réussira à faire rimer entre elles les pensées de Thälmann, mérite un prix.

Les auditeurs insistent : « *Est-ce qu'une alliance du Parti communiste et du Parti social-démocrate pour lutter contre le gouvernement Papen et le fascisme est possible ?* » Thälmann mentionne deux ou trois faits pour prouver que la social-démocratie ne lutte pas contre le fascisme et poursuit :

« *Tout (!!) membre du parti social-démocrate nous donne raison (?), lorsque nous affirmons qu'une alliance entre le Parti communiste et le Parti social-démocrate est impossible sur la base de ces faits, mais aussi (!) pour des raisons de principe (!).* » Le bureaucrate tient une nouvelle fois pour démontré ce qui précisément doit l'être. L'ultimatum devient particulièrement ridicule quand, à la question du front unique avec des organisations qui comptent des millions d'ouvriers, Thälmann répond : les sociaux-démocrates doivent au moins reconnaître qu'un accord avec leur parti est impossible parce que c'est un parti fasciste. Est-il possible de rendre un plus grand service à Leipart et à Wels ?

« *Nous, communistes, qui ne voulons rien avoir de commun avec les dirigeants du parti social-démocrate, expliquons inlassablement que nous sommes prêts, à chaque instant, à mener la lutte antifasciste avec les camarades sociaux-démocrates et de la Bannière du Reich ainsi qu'avec les organisations de base (?) qui veulent lutter.* » Où finissent les organisations de base ? Et que faire si les organisations de base se soumettent à la discipline des instances supérieures et proposent de négocier d'abord avec ces dernières ? Enfin, il existe entre les organisations de base et les instances supérieures des étages intermédiaires. Peut-on prévoir où passera la ligne de partage entre ceux qui veulent lutter et ceux qui refusent le combat ? Cela ne peut être décidé que dans la pratique et non à priori. Quel sens peut-il y avoir à se lier soi-même les pieds et les mains ?

Un compte rendu du *Rote Fahne* du 29 juillet, consacré aux meetings de la Bannière du Reich, cite ces paroles remarquables d'un dirigeant de section sociale-démocrate : « *Aujourd'hui, les masses aspirent à un front unique antifasciste. Si les dirigeants n'en tiennent pas compte, je me rallierai au front unique par-dessus eux.* » La feuille communiste rapporte ces paroles sans commentaire. Pourtant, elles donnent la clé de toute la tactique de front unique. Ce social-démocrate veut lutter avec les communistes contre les fascistes. Il doute déjà de la bonne volonté de ses dirigeants. Si les dirigeants s'y refusent, dit-il, je passerai par-dessus eux. Des douzaines, des centaines, des milliers, des millions de sociaux-démocrates sont dans cet état d'esprit. La tâche du Parti communiste est de leur montrer dans les faits si les dirigeants sociaux-démocrates veulent réellement lutter ou non. Et cela ne peut être démontré qu'au travers de l'expérience, d'une expérience nouvelle dans une situation nouvelle. Cette expérience ne se fera pas en un instant, il faut mettre à l'épreuve les dirigeants sociaux-démocrates dans l'entreprise et à l'atelier, à la ville et à la campagne, dans tout le pays, aujourd'hui et demain. Il faut réitérer sa proposition, la présenter sous une forme nouvelle, d'un point de vue neuf, adapté à la situation nouvelle.

Mais Thälmann ne veut pas. Sur la base des « *différences de principe que nous avons indiquées, entre le Parti communiste et le Parti social-démocrate, nous rejetons toute négociation avec le sommet du Parti social-démocrate* ». Cet argument mérite d'être noté, Thälmann le reprend plusieurs fois. Mais s'il n'y avait pas d'« *opposition de principe* », il n'y aurait pas deux partis. Et s'il n'y avait pas deux partis, la question du front unique ne se poserait pas. Thälmann veut démontrer trop de choses. Mieux vaut moins mais mieux.

La création de l'opposition syndicale rouge (RGO) ne signifie-t-elle pas « *une scission au sein de la classe ouvrière organisée* » ? demandent les ouvriers. Non, réplique Thälmann, qui cite à l'appui la lettre d'Engels de 1895 sur les philanthropes esthètes et sentimentaux. Qui souffle si perfidement des citations à Thälmann ? Le RGO aurait été créé dans un esprit d'unité et non de division. De plus, les ouvriers ne devraient en aucun cas quitter leur syndicat pour entrer dans l'opposition syndicale rouge. Au contraire, il serait préférable que les membres du RGO restent dans les syndicats pour y mener un travail oppositionnel. Les paroles de Thälmann doivent sonner de façon très convaincante pour les communistes qui se sont fixé pour tâche de lutter contre la direction sociale-démocrate. Mais en tant que réponse aux ouvriers sociaux-démocrates, soucieux de l'unité syndicale, les paroles de Thälmann doivent sonner comme un sarcasme. Pourquoi avez-vous abandonné nos syndicats et vous êtes-vous organisés séparément ? demandent les ouvriers sociaux-démocrates. Si vous voulez entrer dans notre organisation indépendante pour lutter contre la direction sociale-démocrate, nous ne vous demandons pas de quitter les syndicats, leur répond Thälmann. Une réponse qui frappe au point sensible. « *La démocratie existe-t-elle à l'intérieur du Parti communiste allemand ?* », demandent les ouvriers passant à un autre thème. Thälmann répond par l'affirmative. Et pour cause ? Mais immédiatement il poursuit de façon tout à fait inattendue : « *Dans la légalité comme dans l'illégalité, surtout dans cette dernière, le parti doit se préserver des*

mouchards, des provocateurs et des agents envoyés par la police. » Cette digression n'est pas due au hasard. La doctrine toute récente, développée dans la brochure d'un mystérieux Büchner, justifie le rejet de la démocratie dans l'intérêt de la lutte contre les espions. Celui qui proteste contre la toute-puissance de la bureaucratie stalinienne, doit être au moins tenu pour suspect. Les agents de police et les provocateurs de tous les pays sont enthousiasmés par cette théorie. Ils aboieront plus fort que tous les autres contre les oppositionnels, ce qui détournera l'attention d'eux-même et leur permettra de pêcher en eau trouble.

L'épanouissement de la démocratie est également prouvé, selon Thälmann, par le fait que les problèmes sont traités par « *les congrès mondiaux et les conférences du Comité exécutif de l'Internationale communiste* ». L'orateur oublie de mentionner la date du dernier congrès mondial. Nous pouvons la lui rappeler : juillet 1928, il y a plus de quatre ans. Depuis, apparemment, aucune question digne d'attention n'a surgi. Pour quelle raison, soit dit en passant, Thälmann ne convoque-t-il pas un congrès extraordinaire du parti, pour résoudre les problèmes dont dépend le sort du prolétariat allemand ? Certainement pas par excès de démocratie dans le parti, n'est-ce pas ?

Et les pages se succèdent. Thälmann répond à vingt et une questions. Chaque réponse est une erreur. Au total, vingt et une erreurs, sans compter les petites erreurs et celles qui sont secondaires. Et elles sont nombreuses.

Thälmann raconte que les bolcheviks auraient rompu avec les mencheviks dès 1903. En fait, la scission n'eut lieu qu'en 1912. Ce qui n'empêcha pas que la révolution de février 1917 trouva dans une grande partie du pays les organisations bolcheviques et mencheviques unies. En avril encore, Staline était partisan de la fusion entre les bolcheviks et le parti de Tseretelli, *non du front unique, mais de la fusion des deux partis*. Seule l'arrivée de Lénine permit de l'éviter.

Thälmann déclare que les bolcheviks ont dissous l'Assemblée constituante en 1917. En fait, cela eut lieu début 1918. Thälmann n'est vraiment pas familiarisé avec l'histoire de la Révolution russe ni avec celle du Parti bolchevique.

Mais il est beaucoup plus grave qu'il ne comprenne pas les fondements de la tactique bolchevique. Dans ses articles « *théoriques* », il ose même contester le fait que les bolcheviks ont conclu un accord avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires contre Kornilov. A l'appui de ses dires, il donne des citations soufflées par on ne sait qui, et qui n'ont rien à voir à l'affaire. Il oublie de répondre aux questions. N'y avait-il pas dans tout le pays, pendant le putsch de Kornilov, des comités de défense populaire ? Ont-ils dirigé la lutte contre Kornilov ? Est-ce que les représentants des bolcheviks, des mencheviks et des socialistes révolutionnaires appartenaient à ces comités ? Oui, oui, oui. Les mencheviks et les socialistes révolutionnaires étaient-ils alors au pouvoir ? Persécutaient-ils les bolcheviks en tant qu'agents de l'état-major allemand ? Les bolcheviks étaient-ils alors par milliers dans les prisons ? Lénine se cachait-il dans la clandestinité ? Oui, oui, oui. Quelles citations peuvent réfuter ces faits historiques ?

Thälmann peut se référer à Manouïlsky, Lozovsky et Staline (si ce dernier ouvre la bouche). Mais qu'il laisse en paix le léninisme et l'histoire de la Révolution d'octobre, c'est pour lui un livre sept fois scellé.

En conclusion, il nous faut encore soulever un autre problème très important, qui concerne le traité de Versailles. Les ouvriers sociaux-démocrates demandent si le Parti communiste ne fait pas des concessions politiques au national-socialisme. Dans sa réponse, Thälmann continue de défendre le mot d'ordre de libération nationale et le place sur le même plan que le mot d'ordre de libération sociale. Les réparations - ou ce qui en reste aujourd'hui - sont pour Thälmann tout aussi importantes que la propriété privée des moyens de production. Cette politique est comme faite exprès pour détourner l'attention des ouvriers des problèmes fondamentaux, pour affaiblir la lutte contre le capitalisme et pour les contraindre à chercher l'ennemi principal et la cause première de leur misère hors des frontières. En fait, aujourd'hui plus qu'hier, « *l'ennemi principal est dans notre propre pays* » ! Von Schleicher a exprimé cette idée encore plus grossièrement : il faut avant tout, expliqua-t-il le 26 juillet à la radio, « *en finir avec ces chiens de l'intérieur* » ! Cette formule de soldat est excellente. Nous la reprenons volontiers. Tous les communistes devraient la faire leur. Quand les nazis détournent l'attention sur Versailles, les ouvriers révolutionnaires doivent répliquer avec les paroles de Schleicher : non, nous devons d'abord en finir avec ces chiens de l'intérieur !

5. La politique de Staline-Thälmann en pratique

C'est dans les instants critiques, lorsque des décisions de grande portée doivent être prises, que la tactique doit se vérifier. La force du bolchevisme résidait dans le fait que ses mots d'ordre et ses méthodes se trouvaient vérifiés, lorsque les événements exigeaient des décisions hardies. Quelle valeur peuvent avoir des principes qu'il faut abandonner dès que la situation devient critique ?

La politique réaliste s'appuie sur le développement naturel de la lutte des classes. La politique sectaire essaie d'imposer à la lutte des classes des règles artificielles. Une situation révolutionnaire implique une extrême accentuation de la lutte des classes. C'est précisément pour cette raison que, dans une situation révolutionnaire, la politique réaliste des marxistes exerce une puissante force d'attraction sur les masses. Inversement, la politique sectaire a d'autant moins de force que la pression des événements est plus grande. Les blanquistes et les proudhoniens, pris au dépourvu par le mouvement de la Commune de Paris, firent le contraire de ce qu'ils avaient toujours prêché. Pendant la Révolution russe, les anarchistes se voyaient toujours forcés de reconnaître les Soviets comme les organes du pouvoir, etc.

L'Internationale communiste s'appuie sur les masses qui, dans le passé ont été gagnées au marxisme et que l'autorité de la Révolution d'octobre a soudées. Mais la politique de la fraction stalinienne actuellement à la direction cherche à régir la lutte des classes, au lieu de lui donner une expression politique. Telle est l'essence du bureaucratisme et par là il rejoint le sectarisme, dont il se distingue nettement par d'autres traits. Grâce à un appareil puissant, grâce aux moyens matériels de l'Etat soviétique et à l'autorité de la Révolution d'octobre, la bureaucratie stalinienne a pu, dans des périodes de calme relatif, imposer à l'avant-garde du prolétariat des maximes artificielles de conduite. Mais, dans la mesure où la lutte des classes se concentre dans la guerre civile, les ordres bureaucratiques entrent toujours plus fréquemment en conflit avec la dure réalité. Les tournants brusques de la situation réelle déconcertent facilement la bureaucratie orgueilleuse et vaniteuse. Quand elle ne peut pas commander, elle capitule. La politique du Comité central Thälmannien durant les derniers mois sera un jour étudiée comme l'exemple de la confusion la plus pitoyable et la plus honteuse.

Depuis la « troisième période », le fait qu'il ne saurait être question d'accord avec la social-démocratie, avait valeur de dogme absolu. Il était non seulement inadmissible de prendre soi-même l'initiative du front unique, comme les IIIe et IVe Congrès l'avaient enseigné, mais il fallait également rejeter toute proposition d'actions communes, venant de la social-démocratie. Les dirigeants réformistes étaient « suffisamment démasqués ». L'expérience passée suffisait. Au lieu de s'occuper de politique, il fallait enseigner l'histoire aux masses. Adresser des propositions aux réformistes, impliquait que l'on admettait qu'ils étaient capables de lutter. Rien que cela, c'était déjà du social-fascisme. C'est cette mélodie assourdissante qu'a déversée pendant les trois ou quatre dernières années l'orgue de Barbarie ultra-gauche. Et voilà que le 22 juin, la fraction communiste au Parlement de Prusse proposa à la surprise générale, et à la sienne propre, un accord avec la social-démocratie et même avec le centre. La même chose s'est répétée en Hesse. Face au danger de voir la présidence du Parlement tomber entre les mains des nazis, tous les sacro-saints principes furent envoyés au diable. Est-ce étonnant ? N'est-ce pas affligeant ?

Mais il n'est pas difficile d'expliquer ce *salto mortale*. Il est bien connu qu'un grand nombre de libéraux et de radicaux superficiels plaisaient toute leur vie sur la religion et les puissances célestes, pour finalement, face à la mort ou lors d'une grave maladie, appeler le prêtre. Il en est de même en politique. La moelle du centrisme est l'opportunisme. Sous l'influence des circonstances extérieures (tradition, pression des masses, concurrence politique) le centrisme se voit forcé, à certaines périodes, de faire parade de gauchisme. Il doit pour cela se maîtriser et faire violence à sa nature politique. En se talonnant lui-même de toutes ses forces, il atteint souvent la limite extrême du gauchisme formel. Mais dès qu'un danger sérieux menace, la véritable nature du centrisme refait surface. Dans une question aussi décisive que la défense de l'Union soviétique, la bureaucratie stalinienne s'est toujours reposée beaucoup plus sur les pacifistes bourgeois, les bureaucrates syndicaux anglais et les radicaux français, que sur le mouvement révolutionnaire du prolétariat. À l'approche du moindre danger extérieur, les staliniens sacrifiaient immédiatement leur phraséologie ultra-gauche, mais aussi les intérêts vitaux de la révolution internationale, au nom de l'amitié avec des « amis » aussi faux et peu sûrs que les avocats, les écrivains et les simples beaux parleurs de salon. Front unique par en haut ? En aucun cas ! Mais en même temps, Münzenberg, le haut commissaire aux affaires louches, s'accroche aux basques des bavards libéraux de toutes sortes et des scribouillards radicaux, « pour la défense de l'URSS ».

La bureaucratie stalinienne d'Allemagne, comme celle de tous les autres pays, à l'exception de celle de l'URSS, est extrêmement mécontente de la manière compromettante dont Barbusse dirige les affaires du congrès contre la guerre. Dans ce domaine, Thälmann, Foster et Cie préféreraient être plus radicaux. Toutefois, pour leurs propres affaires nationales, chacun d'entre eux agit suivant le même schéma que les autorités de Moscou : à l'approche d'un danger sérieux, ils abandonnent leur gauchisme vaniteux et contrefait, et révèlent leur véritable nature opportuniste.

L'initiative de la fraction communiste au Landtag était-elle en soi fautive et inadmissible ? Nous ne le pensons pas. Les bolcheviks en 1917 ont à plusieurs reprises fait la proposition suivante aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires : « Prenez le pouvoir, nous vous soutiendrons contre la bourgeoisie, si elle offre une quelconque résistance. » Certains compromis sont acceptables, dans certaines conditions ils sont nécessaires. Cela dépend de l'objectif que l'on s'est fixé, de la manière dont le compromis est perçu par les masses et de ses limites. Limiter le compromis au Landtag ou au Reichstag, considérer comme un but en soi le fait qu'un social-démocrate ou un catholique devienne président à la place d'un fasciste, revient à tomber entièrement dans le crétinisme parlementaire. La situation est tout autre lorsque le parti se fixe pour tâche la lutte systématique et méthodique pour gagner les ouvriers sociaux-démocrates sur la base du front unique. Dans ce cas, l'accord au parlement contre la prise de la présidence par les fascistes aurait fait partie intégrante d'un accord extra-parlementaire pour la lutte contre le fascisme. Il va de soi que le Parti communiste préférerait résoudre une bonne fois pour toutes le problème au niveau extra-parlementaire. Il ne suffit pas de préférer, quand les forces font défaut. Les ouvriers sociaux-démocrates ont montré qu'ils croyaient à la force magique du vote du 31 juillet. Il faut partir de là. Les erreurs antérieures du Parti communiste (référendum en Prusse, etc.) ont considérablement facilité aux dirigeants réformistes le sabotage du front unique. Un accord technique au parlement, ou même la seule proposition d'un tel accord, doit aider le Parti communiste à se laver de l'accusation de collaborer avec les fascistes contre la social-démocratie. Ce n'est pas une action en soi, mais une action qui, fondamentalement, doit ouvrir la voie à un accord de combat ou, du moins, la lutte pour un tel accord les organisations de masse.

Il est clair que ces orientations sont différentes. La lutte avec les organisations sociales-démocrates peut et en se développant, prendre un caractère révolutionnaire. Il faut également envisager la possibilité de se rapprocher, dans certaines circonstances, des masses sociales-démocrates par des accords parlementaires au sommet. Mais pour un bolchevik, ce ne peut être qu'un *droit d'entrée*. La bureaucratie stalinienne agit de manière inverse : non seulement elle repousse tout accord de lutte mais, ce qui est pire, sabote de façon malveillante tout accord apparu à la base. En même temps, elle propose une alliance parlementaire aux députés sociaux-démocrates. Ainsi, au moment du danger, elle explique que sa propre théorie et sa pratique ultra-gauches ne valent rien, et elle les remplace non par la politique du marxisme révolutionnaire mais par une alliance parlementaire sans principe, sur la base du plus « petit commun dénominateur ».

On nous répondra que les épisodes prussiens et hessois étaient une erreur des députés que le Comité central a redressés. Mais en premier lieu, comme une telle décision, si importante du point de vue des principes, n'aurait pas dû être prise en dehors du Comité central, la faute retombe entièrement sur le Comité central ; deuxièmement, comment expliquer que la politique « d'acier », « conséquente », « bolchevique » ait, dans un instant critique, après des mois de cris et de tapage, de polémiques, d'injures et d'exclusions, fait place à une « erreur » opportuniste ?

Mais l'affaire ne se limite pas au Landtag. Thälmann et Remmele se sont tout simplement reniés eux-mêmes et leur école de pensée, sur une question beaucoup plus significative plus importante. Le 20 juillet au soir, le Comité central du Parti communiste rédigeait la résolution suivante :

« Le Parti communiste demande publiquement, devant le prolétariat, au parti social-démocrate, à l'ADGB² et à l'Afa-bund³ s'ils sont prêts à lancer en commun avec le Parti communiste, la grève générale pour les revendications du prolétariat. » Le Comité central publia cette résolution si importante et si inattendue dans ses circulaires du 26 juillet sans y ajouter le moindre commentaire. Est-il possible de porter un jugement plus négatif sur l'ensemble de la politique menée jusqu'à présent ? La veille encore, il était considéré comme social-fasciste et contre-révolutionnaire de s'adresser à la direction sociale démocrate avec une proposition d'actions communes. Sur cette base, on avait exclu des communistes et mené la lutte contre le « trotskysme ».

² *Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund* (Confédération générale des Syndicats allemands) [1919-1933].

³ *Allgemeiner Freier Angestelltenbund* (Confédération générale libre des Employés) [1919-1933].

Comment ce Comité central pouvait-il brusquement, le 26 juillet au soir, adorer ce qu'il avait brûlé un jour auparavant? Dans quelle situation tragique la bureaucratie a-t-elle placé le parti, si le Comité central ose se présenter devant lui avec sa résolution surprenante, sans s'expliquer ni se justifier.

De tels tournants sont la pierre de touche d'une politique. De fait, le Comité central du Parti communiste allemand a, le 20 juillet au soir, expliqué au monde entier : « *Notre politique jusqu'à aujourd'hui ne valait rien.* » Un aveu certes involontaire, mais tout à fait juste. Malheureusement, cette proposition du 20 juillet, qui annulait la politique antérieure, ne pouvait en aucun cas avoir un résultat positif. Un appel aux sommets dirigeants - indépendamment de leur réponse - ne peut avoir de signification révolutionnaire que s'il a été préparé à la base, c'est-à-dire s'il s'appuie sur toute une politique. Or la bureaucratie stalinienne répète quotidiennement aux ouvriers sociaux-démocrates : « *Nous, communistes, refusons toute action commune avec les dirigeants du Parti social-démocrate.* » (Cf. « la réponse » de Thälmann.) La proposition non préparée, non motivée et inattendue du 20 juillet a eu pour seul effet de mettre à nu la direction communiste, en révélant son inconséquence, sa légèreté, sa tendance à la panique et aux sursauts aventuristes.

La politique de la bureaucratie centrisme aide à chaque pas ses adversaires et ses ennemis. Et, quand sous la pression puis des événements, quelques centaines de milliers d'ouvriers sous le drapeau du communisme, cela se produit *malgré* la politique de Staline-Thälmann. C'est précisément pour cette raison que le parti n'est pas sûr du lendemain.

6 Que dit-on à Prague du front unique ?

« *Lorsqu'en 1926 l'Internationale communiste conclut un front unique avec les dirigeants sociaux-démocrates, écrivait l'organe central du Parti communiste tchécoslovaque, Rude Pravo, le 27 février de cette année, soit-disant sous la plume " d'un correspondant ouvrier à l'usine " , il le fit pour les démasquer devant les masses, et à l'époque, Trotsky y était farouchement opposé. Mais aujourd'hui, alors que la social-démocratie est discréditée par ses innombrables trahisons des luttes ouvrières, Trotsky propose le front unique avec ses dirigeants. Trotsky est aujourd'hui contre le comité anglo-russe de 1926, mais pour un comité anglo-russe de 1932.* »

Ces lignes nous font toucher le fond de la question. En 1926, l'Internationale communiste s'efforçait de « démasquer » les dirigeants réformistes au moyen de la politique de front unique et c'était tout à fait correct. Mais depuis ce temps-là, la social-démocratie s'est « discréditée ». Aux yeux de qui ? Elle regroupe toujours un plus grand nombre d'ouvriers que le Parti communiste. C'est regrettable, mais c'est comme ça. On peut donc considérer que les dirigeants réformistes n'ont toujours pas été démasqués. Si la méthode de front unique était bonne en 1926, pourquoi serait-elle mauvaise en 1932 ? « Trotsky est pour un comité anglo-russe en 1932, mais contre le comité anglo-russe de 1926. » En 1926, le front unique fut conclu uniquement au sommet, entre les dirigeants des syndicats soviétiques et ceux des trade-unions, non pour développer des actions pratiques communes alors que les masses étaient séparées par des frontières et par leur situation sociale, mais sur la base d'une « plate-forme » de relations diplomatiques amicales, avec une nette déviation pacifiste. Au moment de la grève des mineurs puis de la grève générale, le comité anglo-russe ne put même pas se réunir car les « alliés » tiraient chacun dans une direction opposée : les syndicalistes soviétiques s'efforçaient d'aider la grève, les trade-unionistes de briser les grévistes. Des sommes importantes recueillies par les ouvriers russes furent rejetées par le conseil général comme étant de « l'argent maudit ». Ce n'est que lorsque la grève fut définitivement trahie et brisée que le comité anglo-russe se réunit pour un banquet traditionnel où l'on échangea des phrases creuses. La politique du comité anglo-russe servit ainsi à dissimuler aux masses ouvrières les briseurs de grève réformistes.

Aujourd'hui, il s'agit de tout autre chose. En Allemagne, les ouvriers, sociaux-démocrates et communistes, sont dans la même situation, face à un seul et même ennemi. Ils sont mélangés dans les entreprises, dans les syndicats, dans les organisations de sécurité sociale, etc. Il ne s'agit pas d'une « plate-forme » purement verbale entre les dirigeants mais de tâches tout à fait concrètes, qui doivent entraîner directement les organisations de masse dans la lutte.

La politique de front unique à l'échelle nationale est dix fois plus difficile qu'à l'échelle locale. La politique de front unique à l'échelle internationale est cent fois plus difficile qu'à l'échelle nationale. S'unir avec les réformistes britanniques sur un mot d'ordre tel que la « défense de l'URSS » ou la « défense de la révolution chinoise » revient à écrire avec de la fumée sur les nuages. En Allemagne, les organisations ouvrières, y compris sociales-démocrates, sont directement menacées d'écrasement. Il serait illusoire d'attendre de la social-démocratie qu'elle lutte contre la bourgeoisie allemande pour défendre l'URSS. Mais il est tout à fait possible d'attendre de la social-démocratie qu'elle lutte pour défendre ses mandats, ses réunions, ses journaux, ses caisses et, enfin, sa propre tête.

Toutefois, même en Allemagne, il n'est pas du tout recommandé d'adopter une attitude fétichiste à l'égard du front unique. Un accord reste un accord. Il est maintenu tant qu'il sert l'objectif pratique pour lequel il a été conclu. Si les dirigeants réformistes commencent à freiner ou à saboter le mouvement, les communistes doivent toujours se demander : n'est-il pas temps de rompre l'accord et d'entraîner désormais les masses sous notre propre drapeau ? Une telle politique n'est pas facile. Mais qui a dit que conduire le prolétariat à la victoire était une tâche facile? En opposant 1926 à 1932, *Rude Pravo* ne fait que révéler son incompréhension aussi bien de ce qui s'est passé il y a six ans, que de ce qui se produit actuellement.

L'exemple que j'ai donné de l'accord des bolcheviks avec mencheviks et les socialistes révolutionnaires contre Kornilov retient également l'attention du « correspondant ouvrier » d'une usine imaginaire. « A cette époque, écrit-il, Kerensky lutta réellement, durant un laps de temps déterminé, contre Kornilov et aida le prolétariat à écraser Kornilov. Même un enfant en bas âge voit qu'actuellement la social-démocratie ne lutte pas contre le fascisme. » Thälmann qui n'est pourtant pas un « enfant en bas âge », affirme que les bolcheviks russes n'ont jamais passé d'accord avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires contre Kornilov. *Rude Pravo*, comme on peut le voir, choisit une autre voie. Il ne nie pas l'accord. Mais, à son avis, l'accord était justifié par le fait que Kerensky luttait réellement contre Kornilov, à la différence de la social-démocratie qui ouvre au fascisme le chemin du pouvoir. L'idéalisation qui est faite ici de Kerensky, est tout à fait inattendue. Quand Kerensky commença-t-il à lutter contre Kornilov ? A l'instant précis où Kornilov brandit son sabre de cosaque au-dessus de la tête de Kerensky, c'est-à-dire le 26 août 1917 au soir. La veille encore, Kerensky complotait directement avec Kornilov pour écraser les ouvriers et les soldats de Petrograd. Si Kerensky commença à lutter contre Kornilov ou, plus exactement, ne s'opposa pas pendant un certain temps à la lutte contre

Kornilov, c'est uniquement parce que les bolcheviks ne lui laissaient pas d'autre issue. Le fait que Kornilov et Kerensky, deux conspirateurs, rompent l'un avec l'autre et entrent en conflit ouvert, fut, jusqu'à un certain point, une surprise. Mais on pouvait et on devait prévoir, ne serait-ce que sur la base de l'expérience italienne et polonaise, que le fascisme allemand et la social-démocratie allaient entrer en conflit. Pourquoi serait-il acceptable de conclure un accord avec Kerensky contre Kornilov et interdire de faire de la propagande, de défendre, de soutenir et de préparer un accord avec les organisations de masses sociales-démocrates, contre le fascisme ? Pourquoi faut-il saboter de tels accords partout où ils se forment ? Car c'est précisément de cette manière qu'agissent Thälmann et Cie.

Rude Pravo s'est naturellement emparé avidement de mes paroles sur le fait que l'on pouvait conclure un accord pour des actions militantes avec le diable en personne, sa grand-mère et avec Noske, Grzesinsky. « *Regardez, ouvriers communistes, écrit le journal, vous devez, ainsi passer un accord avec Grzesinsky qui a fusillé tant de vos camarades de combat. Discutez avec lui comment lutter en commun contre les fascistes, avec qui il siège à des banquets et dans les conseils d'administration des usines...* » Tout le problème est déplacé sur le terrain d'un sentimentalisme artificiel. Cet argument est digne d'un anarchiste, d'un vieux socialiste révolutionnaire russe de gauche, d'un « pacifiste révolutionnaire » ou de Münzenberg lui-même. Mais il n'y a pas trace de marxisme.

Est-il exact que Grzesinsky soit avant tout le bourreau des ouvriers ? Indiscutablement, oui. Mais Kerensky n'était-il pas bourreau des ouvriers et des paysans à une échelle encore plus grande que Grzesinsky ? Et pourtant *Rude Pravo* approuve après coup l'accord pratique avec Kerensky.

Soutenir le bourreau dans son œuvre dirigée contre les ouvriers est un crime et même une trahison : l'alliance de Staline avec Tchang Kaï-chek en est une. Mais si, demain, ce bourreau du peuple chinois se trouvait en guerre contre les japonais, des accords pratiques de combat entre ouvriers chinois et le bourreau Tchang Kaï-chek seraient non seulement admissibles mais obligatoires.

Grzesinsky a-t-il siégé à des banquets en compagnie des dirigeants fascistes ? Je n'en sais rien, mais je l'admets tout à fait. Toutefois, Grzesinsky a dû par la suite séjourner dans une prison berlinoise, non pas au nom du socialisme, naturellement, mais parce qu'il ne voulait pas céder sa place au soleil aux bonapartistes et aux fascistes. Si le Parti communiste avait déclaré ouvertement, ne serait-ce qu'il y a un an : nous sommes prêts à lutter contre les bandits fascistes, même avec Grzesinsky ; si de cette formule il avait fait un mot d'ordre de lutte s'il l'avait développée dans ses discours et ses articles et l'avait fait pénétrer profondément dans les masses, Grzesinsky n'aurait pas pu en juillet justifier sa capitulation devant les ouvriers en se référant au sabotage du Parti communiste. Il lui aurait fallu soit s'engager encore plus dans la lutte, soit se compromettre définitivement aux yeux de ses propres ouvriers. N'est-ce pas clair ?

Certes, même si Grzesinsky s'était vu entraîner dans la lutte par la logique de sa propre situation ou par la pression des masses, il serait demeuré un allié extrêmement peu sûr et déloyal. Il n'aurait pensé qu'à passer au plus vite de la lutte plus ou moins réelle à un accord avec les capitalistes. Mais les masses, mêmes sociales-démocrates, une fois mises en mouvement, ne s'arrêtent pas aussi facilement que leur président-policier que l'on a offensé. Leur rapprochement dans la lutte avec les ouvriers communistes aurait permis aux dirigeants du Parti communiste d'exercer une influence beaucoup plus étendue sur les ouvriers sociaux-démocrates, surtout face à un danger commun. C'est là l'objectif final du front unique.

*

**

Seuls des centristes invertébrés comme ceux du SAP peuvent réduire toute la politique du prolétariat à des accords avec les organisations réformistes ou, ce qui est pire, au mot d'ordre abstrait d'« unité ». Pour un marxiste, la politique de front unique n'est qu'une des méthodes utilisées au cours de la lutte des classes. Dans certaines conditions, cette méthode ne vaut rien : il serait tout à fait absurde d'essayer de conclure un accord avec les réformistes pour faire la révolution socialiste. Mais il y a des situations où le refus du front unique risque de coûter cher au parti révolutionnaire pour de nombreuses années. Telle est la situation en Allemagne à l'heure actuelle.

La politique de front unique présente les plus grands dangers et difficultés lorsqu'elle est appliquée, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, à l'échelle internationale, où il est plus difficile de formuler des tâches pratiques et d'organiser le contrôle des masses. C'est avant tout le cas de la lutte contre la guerre. Les chances d'actions communes sont très réduites et les possibilités des réformistes et des pacifistes de se dérober et de nous tromper sont beaucoup plus grandes. Par là, nous ne voulons pas dire qu'à ce niveau la politique de front unique est exclue.

Au contraire, nous avons demandé que l'Internationale communiste s'adresse directement à la IIe Internationale et à celle d'Amsterdam avec la proposition d'organiser un congrès commun contre la guerre. La tâche de l'Internationale communiste dans cette affaire aurait consisté à élaborer les engagements les plus concrets possibles par rapport aux différents pays et situations. Si la social-démocratie avait été obligée de se rendre à un tel congrès, la question de la guerre aurait pu être un coin acéré que nous aurions pu enfoncer dans ses rangs à condition d'avoir eu une position politique correcte.

La plus grande clarté politique et organisationnelle est nécessaire, car il s'agit d'un accord entre des organisations prolétariennes qui comptent des millions d'adhérents et qui sont encore séparées par de profondes oppositions de principes. Pas d'intermédiaires équivoques, pas de camouflages diplomatiques, de formules pacifistes creuses !

L'Internationale communiste, toutefois, a une nouvelle fois jugé plus sage d'agir en prenant le contre-pied de l'ABC du marxisme : refusant d'engager des négociations publiques avec les internationales réformistes, elle engagea en coulisse des pourparlers avec Friedrich Adler... par l'intermédiaire d'un écrivain pacifiste, Henri Barbusse, esprit tout à fait confus. Le résultat de cette politique fut que Barbusse rassembla à Amsterdam les organisations crypto-communistes, les organisations et groupes « proches » et « sympathisants », ainsi que les personnalités pacifistes de tous les pays. Les plus sincères et les plus honnêtes de ces derniers - et c'était une minorité - pouvaient, chacun pris séparément, dire d'eux-mêmes : « Moi et ma confusion. » Qui a besoin de cette mascarade, de cette foire des vanités intellectuelles, de ce rassemblement à la Münzenberg, relevant de la charlatanerie politique la plus criante ? Et pour en faire quoi⁴ ?

⁴ Le fait que les brandlériens (cf. leur « Tribune » de Stuttgart du 27 août) se séparent de nous sur cette question et soutiennent la mascarade de Staline, Manouïlsky, Lozovsky, Münzenberg, n'est pas une surprise pour nous. Après avoir donné un exemple de leur politique de front unique en Saxe en 1923, Brandler-Thälmann soutinrent la politique de Staline à l'égard du Kuomintang et du comité anglo-russe. Peuvent-ils laisser passer l'occasion de se ranger sous le drapeau de Barbusse ? Autrement, leur physionomie politique serait incomplète.

Mais revenons à Prague. Cinq mois après la publication de l'article analysé ci-dessus, le même journal publiait un article d'un des dirigeants du parti, Klement Gottwald, qui se présentait comme un appel aux ouvriers tchèques de différentes tendances pour conclure un accord de combat. Le danger fasciste menace toute l'Europe centrale. Seule l'unité du prolétariat peut stopper l'offensive de la réaction. Il ne faut pas perdre de temps, car il est déjà « minuit moins cinq ». L'appel est écrit de façon très pressante. Mais c'est en vain que Gottwald, à la suite de Seydewitz et de Thälmann, jure qu'il ne défend pas les intérêts de son parti mais les intérêts de la classe : une telle opposition est tout à fait indécente dans la bouche d'un marxiste. Gottwald stigmatise le sabotage des dirigeants sociaux-démocrates. Il est inutile de dire qu'il a ici entièrement raison. Malheureusement, l'auteur ne parle pas ouvertement de la politique du Comité central du Parti communiste allemand ; visiblement, il ne se décide pas à la défendre, bien qu'il n'ose pas la critiquer. Gottwald aborde assez correctement, même si cela manque de hardiesse, la question cruciale. Invitant les ouvriers des différentes tendances à se mettre d'accord dans les usines, Gottwald écrit : « Beaucoup d'entre vous diront peut-être : unissez-vous au sommet, à la base nous arriverons facilement à un accord. Nous pensons, poursuit l'auteur, que l'essentiel est que les ouvriers se mettent d'accord à la base ; pour ce qui est des dirigeants, nous avons déjà dit que nous nous unirions même avec le diable s'il est contre les gouvernants et pour les intérêts de la classe ouvrière. Et nous vous le disons clairement : si vos dirigeants renoncent ne serait-ce qu'un instant à leur alliance avec la bourgeoisie, s'ils s'engagent contre les gouvernants ne serait-ce que sur un seul point, nous saluerons cet événement et nous les soutiendrons dans cette affaire. »

Tout y est dit et presque correctement. Gottwald a même mentionné le diable, dont le nom provoquait la vertueuse indignation de la rédaction du *Rude Pravo* il y a seulement cinq mois. Gottwald a laissé dans l'oubli la grand-mère du diable. Oue Dieu ait son âme : nous sommes prêts à la sacrifier au front unique. Peut-être que de son côté Gottwald acceptera, pour consoler la vieille femme offensée, de lui laisser la pleine et entière disposition de l'article du *Rude Pravo* du 27 février et du « correspondant ouvrier », tâcheron de la plume.

Les réflexions politiques de Gottwald s'appliquent, nous l'espérons, non seulement à la Tchécoslovaquie mais aussi à l'Allemagne. Cela, Gottwald aurait dû aussi le dire. D'autre part, la direction du Parti ne peut se contenter, ni à Berlin ni à Prague, de proclamer simplement qu'elle est prête à s'engager dans un front unique avec la social-démocratie ; elle doit le manifester de façon active, offensive, bolchevique, au travers de propositions et d'actions pratiques précises. C'est précisément ce que nous demandons.

L'article de Gottwald, grâce à ses accents réalistes et non ultimistes rencontra immédiatement un écho auprès des ouvriers sociaux-démocrates : le 31 juillet, parut dans *Rude Pravo* une lettre, parmi d'autres, d'un ouvrier typographe en chômage, rentré depuis peu d'Allemagne. Dans cette lettre, on sent l'ouvrier démocrate, visiblement contaminé par les préjugés du réformisme. Il est d'autant plus important de voir comment la politique du Parti communiste allemand s'est reflétée dans sa conscience. « *Quand à l'automne de l'année passée, écrit le typographe, le camarade Breitscheid adressa au Parti communiste un appel pour entreprendre des actions communes avec la social-démocratie, il provoqua une véritable explosion de fureur du Rote Fahne. Les ouvriers sociaux-démocrates se dirent alors : « Nous savons maintenant à quel point sont sérieuses les intentions des communistes à propos du front unique.* »

Voilà la voix authentique d'un ouvrier. Ses paroles contribuent beaucoup plus à la solution du problème que des dizaines d'articles de plumitifs sans principe. Breitscheid ne proposait, en fait, aucun front unique. Il cherchait seulement à effrayer la bourgeoisie par la perspective d'actions communes avec les communistes. Si le Comité central du Parti communiste avait aussitôt posé la question carrément, il aurait placé les directions de la social-démocratie dans une position difficile. Mais le Comité central du Parti communiste s'est hâté de se placer lui-même dans une situation difficile.

Dans la brochure *La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*, j'écrivais précisément à propos de la déclaration de Breitscheid : « *N'est-il pas clair qu'il fallait s'emparer immédiatement de la proposition diplomatique et ambiguë de Breitscheid, en avançant de notre côté un programme pratique, concret et bien élaboré, de lutte commune contre le fascisme, et en exigeant une réunion commune des directions des deux partis, avec la participation de la direction des syndicats libres ? Simultanément, il fallait diffuser énergiquement ce programme à tous les niveaux des deux partis, et dans les masses.* »

En repoussant la ballon d'essai du leader réformiste, le Comité central du Parti communiste a transformé dans la conscience des ouvriers la phrase ambiguë de Breitscheid en une proposition sincère de front unique et les ouvriers sociaux-démocrates en tirèrent la conclusion suivante : « *les nôtres veulent des actions communes, mais les communistes les sabotent.* » Peut-on imaginer une politique plus erronée et plus absurde ? Pouvait-on mieux favoriser la manœuvre de Breitscheid ? La lettre du typographe pragois montre avec une parfaite évidence que Breitscheid, avec la collaboration de Thälmann a pleinement atteint son objectif.

Rude Pravo s'efforçait de voir une contradiction et une confusion dans le fait que, bien que nous rejetions les accords dans certains cas, nous les admettions dans d'autres et que nous considérions comme indispensable de repréciser à chaque fois l'étendue, les mots d'ordre et les modalités de l'accord, en les rattachant à la situation concrète. *Rude Pravo* ne soupçonne pas qu'en politique, comme dans tous les autres domaines sérieux, il faut bien savoir : *ce que l'on veut, quand, où et comment.* Et il n'est pas inutile de comprendre *pourquoi*.

Dans notre critique du programme de l'Internationale communiste, il y a quatre ans, nous avons indiqué certaines règles élémentaires de la politique de front unique. Nous pensons qu'il n'est pas inutile de les rappeler ici.

« *La possibilité de trahir est toujours présente chez les réformistes. Mais cela n'implique pas que réformisme et trahison soient confondus à chaque instant. Des accords temporaires sont possibles avec les réformistes, lorsqu'ils font un pas en avant. Mais lorsque, effrayés par l'évolution du mouvement, ils le trahissent, maintenir le bloc avec eux est une concession criminelle aux traîtres et une dissimulation de leur trahison.*

« *Voici la règle la plus importante, règle immuable et constante de toute manœuvre : ne fusionne, ne mélange ou n'entremêle jamais ton organisation avec une autre, même avec celle qui, aujourd'hui, est la plus « amicale ». Ne t'engage jamais dans des actions qui, directement ou indirectement, ouvertement ou de façon cachée, soumettent ton parti à d'autres partis ou organisations d'autres classes, limitent ta liberté d'agitation ou te rendent responsable, ne serait-ce que partiellement, de la ligne politiques d'autres partis. Ne mélange pas les drapeaux, sans parler du fait de te mettre à genoux devant un autre drapeau.* »

Aujourd'hui, après l'expérience du congrès de Barbusse, nous ajouterions encore une règle :

« On ne peut conclure d'accords que publiquement, devant les masses, de parti à parti, d'organisation à organisation. Ne recours pas aux services de courtiers équivoques. N'essaie pas de faire passer des accords diplomatiques avec les pacifistes bourgeois pour le front unique prolétarien. »

7 La lutte des classes à la lumière de la conjoncture

Ce n'est nullement par pédanterie théorique que nous avons insisté pour que l'on fasse la distinction entre le *fascisme* et le *bonapartisme*. Les différents termes permettent de distinguer les différents concepts qui, en politique, permettent de distinguer les forces réelles. L'écrasement du fascisme ne laisserait aucune place au bonapartisme et, nous l'espérons, marquerait l'entrée de plain-pied dans la révolution socialiste. Mais le prolétariat n'est pas préparé pour la révolution. Ce sont les rapports changeants entre la social-démocratie et le gouvernement bonapartiste d'une part, entre le bonapartisme et le fascisme d'autre part, qui décideront (sans que le problème fondamental en soit modifié) du chemin et du *rythme* que prendra la préparation de la lutte entre le prolétariat et la contre-révolution fasciste. Etant donné les circonstances, les contradictions entre Hitler, Schleicher et Wels rendent difficile la victoire du fascisme et ouvrent au Parti communiste un nouveau crédit, le plus précieux : un crédit de temps.

« *Le fascisme arrivera à froid au pouvoir* », ont déclaré à maintes reprises les théoriciens stalinien. Cette formule devait traduire le fait que les fascistes atteindraient le pouvoir légalement, pacifiquement, au moyen d'une coalition, sans avoir besoin de recourir ouvertement à un coup de force. Les événements ont déjà réfuté ces prévisions. Le gouvernement Papen est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat, qu'il paracheva par le coup d'Etat en Prusse. Même si l'on admet que la coalition des nazis et du centre renversera le gouvernement Papen par des méthodes « constitutionnelles », ce fait en lui-même ne résoudra encore rien. Il y a loin entre la prise « pacifique » du pouvoir par Hitler et l'instauration du régime fasciste. Fondamentalement, la coalition faciliterait le coup d'Etat, mais ne pourrait pas s'y substituer. Une fois la constitution de Weimar définitivement abolie, le plus important reste à faire : la suppression des organes de la démocratie prolétarienne. Que signifie de ce point de vue le « chemin à froid » ? Rien d'autre que l'oubli de la résistance de la part des ouvriers. De fait, le coup d'Etat bonapartiste de Papen n'a pas provoqué de riposte. Le coup de force fasciste restera-t-il lui aussi sans riposte ? C'est autour de cette question que tourne, consciemment ou inconsciemment, la prévision du « chemin à froid ».

Si le Parti communiste représentait une force écrasante, si le prolétariat marchait droit vers le pouvoir, toutes les contradictions dans le camp des possédants seraient provisoirement effacées : fascistes, bonapartistes et démocrates formeraient un seul front contre la révolution prolétarienne. Mais tel n'est pas le cas. Les classes possédantes et les partis à leur service peuvent se permettre d'étaler au grand jour leurs contradictions, étant donné la faiblesse du Parti communiste et le morcellement du prolétariat. Le Parti communiste ne pourra se renforcer qu'en jouant sur ces contradictions.

Dans une Allemagne hautement industrialisée, le fascisme ne se décidera peut-être pas à faire valoir ses prétentions sur tout le pouvoir. Le prolétariat allemand est sans aucun doute plus nombreux et potentiellement plus fort que le prolétariat italien. Bien que le fascisme en Allemagne soit plus fort et mieux organisé qu'à la même époque en Italie, la liquidation du « marxisme » doit néanmoins lui apparaître comme une tâche difficile et risquée. De plus, il n'est pas exclu que le point culminant de la carrière politique d'Hitler appartienne déjà au passé. La trop longue période d'attente et la nouvelle barrière sur sa route que constitue le bonapartisme, affaiblissent indiscutablement le fascisme, accentuent les frictions en son sein et peuvent réduire sa pression de façon importante. Mais pour l'instant il ne s'agit que de tendances qu'il a été impossible de mesurer. Seule la lutte réelle peut répondre à cette question. Compter *a priori* sur le fait que le national-socialisme s'arrêtera à mi-chemin, sans faire de difficultés, serait faire preuve d'une légèreté inconsidérée.

La théorie du « chemin à froid » sous sa forme achevée ne vaut pas mieux que la théorie du « social-fascisme », plus exactement elle n'en est que l'envers. Toutes deux ne tiennent pas compte des contradictions entre les composantes principales du camp ennemi, nient étapes successives du processus. Le Parti communiste est totalement mis de côté. Ce n'est pas pour rien que Hirsch, le théoricien du « chemin à froid », est également le théoricien du « social-fascisme ». La crise politique du pays se développe sur la base de la crise économique. Mais l'économie n'est pas immuable. Hier nous étions obligés de dire que la crise conjoncturelle ne fait qu'accentuer la crise fondamentale, organique du système capitaliste ; aujourd'hui nous devons rappeler que le déclin général du capitalisme n'exclut pas des oscillations conjoncturelles. La crise actuelle ne durera pas éternellement. Les espoirs du monde capitaliste en un changement de la conjoncture sont exagérés mais non sans quelques fondements. Il faut intégrer la lutte des forces politiques à la perspective économique. Le programme de Papen rend cela d'autant plus urgent qu'il part de l'hypothèse d'une conjoncture ascendante à court terme.

L'expansion économique devient visible pour tout un chacun quand la circulation des marchandises s'accélère et que la production et le nombre d'ouvriers pourvus d'un emploi augmentent. Mais cela ne commence pas par là. Des processus préparatoires dans le domaine de la circulation monétaire et du crédit précèdent l'expansion. Les capitaux dissimulés dans les entreprises et les secteurs de l'industrie non rentables doivent être libérés et prendre la forme d'argent liquide cherchant à s'investir. Le marché débarrassé de sa couche de graisse, de ses enflures et de ses boursoufflures doit exprimer la demande réelle. La « confiance » doit être rétablie au niveau des rapports entre les différentes entreprises d'une part, entre le marché et les entreprises d'autre part. Par ailleurs, cette « confiance » dont la presse mondiale parle tant, doit être encouragée par des facteurs non seulement économiques mais aussi politiques (réparations, dettes de guerre, désarmement et armement).

L'augmentation des échanges, de la production, du nombre d'ouvriers pourvus d'un emploi ne se dessine, pour l'instant, nulle part ; au contraire la baisse se poursuit. Par contre, les processus qui préparent ce tournant de la conjoncture ont, visiblement, déjà rempli la majeure partie de leur rôle. Un grand nombre d'indices permettent de penser que ce tournant, s'il n'est pas imminent, s'est effectivement rapproché. Telle est l'appréciation que l'on peut porter à l'échelle mondiale.

Il faut cependant faire une différence entre les pays créanciers (Etats-Unis, Angleterre, France) et les pays débiteurs, ou plus exactement les pays en banqueroute. C'est l'Allemagne qui occupe la première place dans ce deuxième groupe. L'Allemagne ne possède aucun capital liquide. Son économie ne peut recevoir d'impulsion que de capitaux venus de l'extérieur. Mais un pays qui est incapable de régler ses dettes, n'obtient aucun prêt. En tout cas, les créanciers n'ouvriront leurs bourses que lorsqu'ils seront persuadés que l'Allemagne est de nouveau en état d'exporter pour une somme plus importante que celle de ses importations, la différence devant servir à couvrir ses dettes. Il faut s'attendre à une demande en produits allemands avant tout de la part des pays

agricoles du Sud de l'Europe. Mais les pays agricoles dépendent à leur tour de la demande en matières premières et en denrées alimentaires venant des pays industriels. L'Allemagne est, par conséquent, obligée d'attendre. Le courant régénérateur traversera d'abord ses concurrents capitalistes et ses partenaires agricoles.

Mais la bourgeoisie ne peut attendre. La clique bonapartiste est encore moins disposée à attendre. Alors qu'il promet de ne pas toucher à la stabilité de la monnaie, le gouvernement Papen se lance dans une inflation massive. Au milieu de discours sur la renaissance du libéralisme économique, il prend des décrets administratifs pour régler le cycle économique et, au nom de la libre entreprise, soumet directement les contribuables aux entrepreneurs capitalistes.

L'espoir d'un tournant rapide de la conjoncture constitue l'axe central du programme du gouvernement Papen. S'il ne se produit pas à temps, les deux milliards se volatiliseront comme des gouttes d'eau sur une plaque incandescente. Le plan de Papen est beaucoup plus risqué et spéculatif que le jeu à la hausse qui s'ouvre maintenant à la Bourse de New York. Et en cas d'échec, les conséquences du jeu bonapartiste seront encore beaucoup plus catastrophiques.

La chute du mark sera le résultat le plus immédiat et le plus sensible du décalage qui existe entre les plans du gouvernement et le mouvement réel du marché. Les maux sociaux, démultipliés par l'inflation, deviendront insupportables. La faillite du programme économique de Papen exigera un nouveau programme plus efficace. Lequel ? Vraisemblablement celui du fascisme. Si pour guérir la conjoncture, la thérapeutique bonapartiste échoue, il faudra essayer la chirurgie fasciste. La social-démocratie gesticulera « à gauche » et éclatera. Le Parti communiste se développera, s'il ne s'en empêche pas lui-même. Dans l'ensemble, cela signifiera une situation révolutionnaire. Les chances de victoire dépendent dans ces conditions pour les trois quarts de la stratégie communiste.

Le parti révolutionnaire doit cependant se tenir prêt à une autre éventualité : l'arrivée brusque d'un tournant de la conjoncture. Admettons que le gouvernement Papen-Schleicher réussisse à se maintenir jusqu'au redémarrage de l'industrie et du commerce. Serait-il pour autant sauvé ? Non, car le début d'une conjoncture ascendante signifierait la fin du bonapartisme et peut-être pas uniquement du bonapartisme.

Les forces du prolétariat allemand ne sont pas épuisées. Mais elles sont entamées : par les sacrifices, les défaites et les déceptions qui se sont succédés depuis 1914 ; par les trahisons systématiques de la social-démocratie ; par le discrédit où le Parti communiste s'est lui-même plongé. Six ou sept millions de chômeurs sont accrochés comme un boulet au pied du prolétariat. Les décrets de Brüning et de Papen n'ont rencontré aucune résistance. Le coup d'Etat du 20 juillet est resté sans riposte.

On peut prédire avec la plus grande certitude que le changement de la conjoncture donnerait une puissante impulsion à l'activité momentanément réduite du prolétariat. A partir du moment où l'entreprise cesse de licencier des ouvriers et en embauche de nouveau, l'assurance de ceux-ci grandit : on a de nouveau besoin d'eux. Le ressort qui avait été si fortement comprimé, commence à se détendre. Jusqu'à présent, les ouvriers n'ont fait que se battre pour reconquérir des positions perdues, non pour en gagner de nouvelles. Et les ouvriers allemands ont trop perdu. Ni les décrets d'exception, ni l'intervention de la Reichswehr ne pourront stopper les grèves de masse qui se développeront sur la vague de la remontée. Le régime bonapartiste qui ne peut se maintenir que grâce à la « paix sociale », tombera première victime du tournant de la conjoncture.

On assiste dès maintenant à une poussée de grèves dans différents pays (en Belgique, en Angleterre, en Pologne, partiellement aux Etats-Unis, mais non en Allemagne). Il n'est pas facile de porter une appréciation sur le développement des grèves de masse, à la lumière de la conjoncture économique. Les statistiques enregistrent des oscillations de la conjoncture avec un retard inévitable. La reprise économique doit être une réalité pour qu'on puisse l'enregistrer. En général, les ouvriers décèlent le changement de conjoncture avant les statisticiens. De nouvelles commandes ou même l'attente de nouvelles commandes, la réorganisation des entreprises pour élargir la production ou simplement l'arrêt des licenciements augmentent la force de résistance des revendications des ouvriers. La grève défensive des ouvriers du textile dans le Lancashire a sans aucun doute été provoquée par un tournant dans l'industrie textile. La grève belge a vraisemblablement pour origine une nouvelle aggravation de la crise de l'industrie charbonnière. La diversité des secousses économiques qui sont à l'origine des dernières grèves correspond au caractère changeant de la nouvelle phase de la conjoncture mondiale. Mais d'une façon générale, la croissance du mouvement de masse est l'indice d'un changement déjà sensible de la conjoncture. En tout cas, la reprise économique a dès ses premiers pas entraîné un essor des luttes de masse.

Les classes dominantes de tous les pays attendent de l'essor industriel un miracle dont témoigne la flambée des spéculations boursières. Si le capitalisme entrait réellement dans une phase de nouvelle prospérité ou de progression lente mais de longue durée, cela entraînerait évidemment une stabilisation du capitalisme, la consolidation des positions de la bourgeoisie et, simultanément, l'affaiblissement du fascisme et le renforcement du réformisme. Mais il n'y a pas de raison sérieuse d'espérer ou de redouter que la nouvelle réactivation de la conjoncture, en elle-même inévitable, pourra surmonter les tendances générales au déclin de l'économie mondiale et tout particulièrement de l'économie européenne. Le capitalisme d'avant-guerre se développait selon la formule de la reproduction élargie ; le capitalisme actuel avec toutes ses oscillations de la conjoncture n'est que la reproduction élargie de la misère et des catastrophes. Le nouveau cycle conjoncturel procédera à une redistribution inévitable des forces, tant à l'intérieur de chaque pays qu'à l'intérieur du camp capitaliste, avant tout, entre l'Europe et l'Amérique. A brève échéance, le monde capitaliste se retrouvera devant des contradictions insurmontables et connaîtra de nouvelles convulsions, encore plus terribles.

Sans risque de se tromper, on peut faire le pronostic suivant : la reprise économique renforcera l'assurance des ouvriers et donnera une nouvelle impulsion à leur lutte, mais elle ne réussira pas à donner au capitalisme, surtout européen, la possibilité d'une seconde naissance.

Dans le cadre de la nouvelle poussée de conjoncture du capitalisme à son déclin, les conquêtes pratiques des ouvriers seront, par la force des choses, extrêmement limitées. Le capitalisme allemand, au plus fort de sa renaissance économique, rétablira-t-il pour les ouvriers les conditions qui étaient les leurs avant la crise actuelle ? Tout pousse à répondre par la négative. Le mouvement des masses, sorti de sa torpeur, devra prendre d'autant plus vite un caractère politique.

La première étape de la réactivation de l'industrie sera extrêmement périlleuse pour la social-démocratie. Les ouvriers se lanceront dans la lutte pour regagner ce qu'ils ont perdu. Les sommets dirigeants de la social-démocratie espéreront un retour à l'ordre « normal ». Ils chercheront avant tout à prouver leur capacité à participer à une nouvelle coalition. Dirigeants et masses tireront chacun dans une direction opposée. Pour exploiter cette nouvelle crise du réformisme, les communistes ont besoin d'une orientation correcte au milieu des changements de conjoncture ; il leur faut élaborer rapidement un programme pratique d'actions

qui prendra comme point de départ les pertes subies par les ouvriers pendant les années de crise. Le passage de la lutte économique à la lutte politique sera un moment particulièrement favorable pour accroître la force et l'influence du parti révolutionnaire prolétarien.

Ici comme ailleurs, l'application correcte de la politique de front unique est la condition de tout succès. Pour le Parti communiste allemand, cela implique avant tout qu'il ne reste plus assis entre deux chaises dans le domaine du mouvement syndical : il doit s'orienter fermement en direction des syndicats libres ; y faire rentrer les cadres actuels du RGO ; entreprendre une action systématique pour gagner de l'influence dans les comités d'usine et dans les syndicats ; préparer une large campagne sous le mot d'ordre du contrôle ouvrier sur la production.

8. La voie vers le socialisme

Kautsky, Hilferding et autres ont expliqué à plusieurs reprises ces dernières années qu'ils n'avaient jamais été partisans de la théorie de l'effondrement du capitalisme, que les révisionnistes attribuaient jadis aux marxistes et que les partisans de Kautsky attribuent maintenant aux communistes.

Les bernsteiniens ont tracé deux perspectives : l'une, irréaliste, soi-disant « marxiste » orthodoxe, selon laquelle le capitalisme devait finalement s'écrouler mécaniquement sous le poids de ses contradictions internes ; l'autre, « réelle », qui affirmait qu'une évolution progressive du capitalisme au socialisme était possible. Ces deux schémas, si opposés à première vue, ont un trait commun : l'absence du facteur révolutionnaire. Tout en rejetant la caricature de l'effondrement automatique du capitalisme, qui leur était attribuée, les marxistes soulignaient qu'avec l'accentuation de la lutte des classes le prolétariat ferait la révolution bien avant que les contradictions objectives du capitalisme aient provoqué son effondrement automatique.

Cette polémique se déroulait à la fin du siècle passé. On doit reconnaître que la réalité capitaliste depuis la guerre est d'un certain point de vue, plus proche de la caricature bernsteinienne du marxisme que quiconque, les révisionnistes en premier lieu, ne pouvait le supposer. N'avaient-ils pas dessiné le spectre de l'effondrement final uniquement pour prouver son caractère irréel ? En attendant, le capitalisme se révèle d'autant plus proche de l'effondrement automatique que l'intervention révolutionnaire du prolétariat dans le destin de la société se fait plus attendre.

C'est la théorie de la paupérisation qui constituait l'élément essentiel de la théorie de l'effondrement. Les marxistes affirmaient prudemment que l'aggravation des contradictions sociales n'impliquait pas obligatoirement une baisse absolue du niveau de vie des masses. En fait, c'est à ce dernier processus que l'on assiste. L'effondrement du capitalisme pouvait-il se manifester plus brutalement que dans le chômage chronique et la suppression des assurances sociales, c'est-à-dire dans le refus par la société de nourrir ses propres esclaves ?

Les freins opportunistes dans la classe ouvrière se sont avérés suffisamment puissants pour que le capitalisme en sursis se voit accorder un nouveau répit de plusieurs dizaines d'années. Le résultat fut non pas l'idylle du passage pacifique du capitalisme au socialisme, mais un état qui se rapproche fort de la décomposition de la société.

Longtemps, les réformistes ont essayé de rejeter sur la guerre la responsabilité de l'état actuel de la société. Mais, premièrement, ce n'est pas la guerre qui a créé les tendances destructrices du capitalisme, elle n'a fait que les dévoiler et les accélérer ; deuxièmement, la guerre n'aurait pu accomplir son œuvre de destruction sans le soutien politique du réformisme ; troisièmement, les contradictions sans issue du capitalisme préparent de divers côtés de nouvelles guerres. Le réformisme ne réussira pas à se dégager de sa responsabilité historique. En paralysant et en freinant l'énergie révolutionnaire du prolétariat, la social-démocratie internationale confère au processus d'effondrement du capitalisme les formes les plus aveugles, les plus effrénées, les plus catastrophiques et les plus sanglantes.

Il va de soi qu'on ne peut parler d'une réalisation de la caricature révisionniste du marxisme qu'au conditionnel, qu'en fonction d'une période historique déterminée. Toutefois, le capitalisme en décomposition débouchera - même avec un grand retard - non sur un effondrement automatique, mais sur la révolution.

La crise actuelle a chassé d'un dernier coup de balai ce qui restait des utopies réformistes. Aujourd'hui, la pratique opportuniste n'a plus aucune couverture théorique. Les Wels, Hilferding, Grzesinsky, Noske se moquent des catastrophes qui peuvent désormais s'abattre sur les masses populaires, pourvu que leurs propres intérêts ne soient pas lésés. Mais la situation est telle que la crise du régime bourgeois concerne également les dirigeants réformistes.

« *Etat, interventions !* » - criait encore récemment la social-démocratie alors qu'elle reculait devant le fascisme. Et l'Etat est intervenu : Otto Braun et Severing volèrent sur le pavé. Aujourd'hui, écrit *Vorwärts*, chacun doit reconnaître les avantages de la démocratie sur le régime dictatorial. Certes, la démocratie présentait de sérieux avantages, pensait Grzesinsky, en faisant connaissance de l'intérieur avec la prison.

De cette expérience la social-démocratie tira la conclusion suivante : « Il est temps de passer à la socialisation ! » Tarnov, hier encore médecin du capitalisme, décida brusquement d'en être le fossoyeur. Le capitalisme était manifestement épuisé, puisqu'il livrait au chômage les ministres, les hauts fonctionnaires et les préfets de police réformistes. Wels écrivit un article programmatique : l'heure du socialisme a sonné ! Que Schleicher prive les députés de leur traitement et les anciens ministres de leur pension, et Hilferding écrira une étude sur la fonction historique de la grève générale.

Le tournant « à gauche » des dirigeants sociaux-démocrates surprend par sa grossièreté et son hypocrisie. Mais cela n'implique nullement que la manœuvre soit à priori vouée à l'échec. Ce parti, malgré tous ses crimes, est encore à la tête de millions d'ouvriers. Il ne tombera pas de lui-même. Il faut savoir comment le renverser.

Le Parti communiste expliquera que le cours de Wels-Tarnov vers le socialisme est une nouvelle manœuvre pour tromper les masses, et il aura raison. Il racontera l'histoire des « socialisations » sociales-démocrates pendant les quatorze dernières années. C'est utile, mais ce n'est pas suffisant : l'histoire, même la plus récente, ne peut remplacer la politique active.

Tarnov essaye de réduire le débat sur : voie réformiste ou voie révolutionnaire vers le socialisme, à la simple question du « rythme » des transformations. Comme théoricien, on ne saurait tomber plus bas. Le rythme des transformations socialistes dépend en fait de l'état des forces productives du pays, de son niveau culturel, de la masse des dépenses nécessaires à sa défense, etc. Mais les transformations, lentes ou rapides, ne sont possibles que si à la tête de la société se trouve une classe qui a intérêt au

socialisme, et à la tête de cette classe, un parti qui ne cherche pas à tromper les exploités et qui est toujours prêt à écraser la résistance des exploiters. Il faut expliquer aux ouvriers que c'est précisément en cela que consiste le régime de la *dictature du prolétariat*.

Mais cela ne suffit pas. On n'a pas le droit, dès qu'il s'agit des problèmes brûlants du prolétariat mondial, d'oublier, comme le fait l'Internationale communiste, l'existence de l'Union soviétique. En Allemagne, il ne s'agit pas d'entreprendre pour la première fois l'édification du socialisme, mais d'associer les forces productives, la culture, le génie technique et organisationnel de l'Allemagne à la construction du socialisme déjà commencée en URSS.

Le Parti communiste allemand se contente de chanter les louanges de l'URSS, se livrant dans ce domaine à de grossières et dangereuses exagérations. Mais il est totalement incapable de lier la construction du socialisme en URSS, ses expériences gigantesques et ses précieux acquis aux tâches de la révolution prolétarienne en Allemagne. La bureaucratie stalinienne est de son côté tout à fait incapable d'aider le Parti communiste allemand dans cette question extrêmement importante, car ses perspectives se limitent à un seul pays.

Il faut opposer aux projets incohérents et peureux du capitalisme d'Etat de la social-démocratie un *plan d'ensemble pour l'édification en commun* du socialisme en URSS et en Allemagne. Personne n'exige que soit immédiatement élaboré un plan détaillé. Il suffit d'une première esquisse, seuls les axes fondamentaux sont nécessaires. Ce plan doit être discuté aussi rapidement que possible dans toutes les organisations de la classe ouvrière allemande, en premier lieu dans les syndicats.

Il faut associer à ces discussions les éléments progressistes parmi les techniciens, les statisticiens et les économistes. Les discussions sur l'économie planifiée largement répandues aujourd'hui en Allemagne reflètent l'impasse du capitalisme allemand mais restent académiques, bureaucratiques, abstraites et pédantes. Seul le Parti communiste peut faire en sorte que les discussions sur cette question cessent de tourner en rond.

L'édification du socialisme est déjà en marche, il faut lancer un pont par-dessus les frontières nationales. Voici le premier plan : étudiez-le, améliorez-le, précisez-le ! Ouvriers, élisez des commissions spéciales du plan ! mandatez-les pour prendre contact avec les syndicats et les organes économiques des Soviets ! Créez sur la base des syndicats, des comités d'usines et des autres organisations ouvrières, une commission centrale du plan qui devra se mettre en rapport avec le Gosplan en URSS. Faites participer à ce travail des ingénieurs, des administrateurs, des économistes allemands !

C'est la seule manière correcte d'aborder la question de l'économie planifiée aujourd'hui, en 1932 après quinze années de pouvoir soviétique et quatorze années de convulsions de la république capitaliste allemande.

Rien de plus facile que de se moquer de la bureaucratie sociale-démocrate, à commencer par Wels qui a entonné un cantique des cantiques à la gloire du socialisme. Mais il ne faut pas oublier que les ouvriers réformistes prennent tout à fait au sérieux la question du socialisme. Il faut donc adopter une attitude tout à fait sérieuse à l'égard des ouvriers réformistes. On retrouve ici le problème du front unique dans toute son ampleur.

Si la social-démocratie se fixe pour tâche (*nous* savons ce qu'il faut en penser) non le salut du capitalisme, mais la construction du socialisme, elle doit rechercher une entente non avec le centre mais avec les communistes. Le Parti communiste repoussera-t-il un tel accord ? Nullement. Bien plus, il proposera lui-même un accord, il l'exigera devant les masses, comme le paiement des traites socialistes récemment émises.

L'offensive du Parti communiste en direction de la social-démocratie doit se faire aujourd'hui sur trois fronts. L'écrasement du fascisme demeure une tâche pressante. Le combat décisif du prolétariat contre le fascisme implique l'affrontement simultané avec l'appareil d'Etat bonapartiste. Pour cela, la grève générale est une arme irremplaçable. Il faut la préparer. Il faut mettre au point un plan spécial, c'est-à-dire un plan de mobilisation des forces en vue de son déroulement ; à partir de ce plan, il faut développer une campagne de masse et sur la base de cette campagne, proposer à la social-démocratie un accord sur la conduite de la grève générale, en l'assortissant de conditions politiques précises. Cette proposition reprise et concrétisée à chaque nouvelle étape, doit, dans sa dynamique, mener à la création des *soviets*, en tant qu'*organes supérieurs du front unique*.

Le plan économique de Papen qui a déjà force de loi, est la cause d'une misère inconnue jusqu'alors du prolétariat allemand ; même les dirigeants de la social-démocratie et des syndicats l'admettent en paroles. Dans la presse, ils s'expriment sur un ton énergique que l'on n'avait pas eu l'occasion d'entendre de leur part depuis fort longtemps. Il y a un abîme entre leurs paroles et leurs actes, *nous* le savons, mais il faut savoir les prendre au mot. Il faut élaborer un *ensemble de mesures pour une lutte commune contre les lois d'exception et le bonapartisme*. Le combat imposé au prolétariat par toute la situation ne saurait être mené, de par sa nature même, dans le cadre de la démocratie. Hitler a une armée de 400 000 hommes, Papen et Schleicher, outre la Reichswehr disposent d'une armée para-privée de 200 000 hommes - les « Casques d'acier » - la démocratie bourgeoise, de l'armée à moitié tolérée de la Bannière du Reich, le Parti communiste, de l'armée du Front rouge qui est interdite : une telle situation prouve que le problème de l'Etat est une question de force. On ne peut imaginer une meilleure école révolutionnaire.

Le Parti communiste doit dire à la classe ouvrière : on ne renversera pas Schleicher, en jouant le jeu parlementaire. Si la social-démocratie accepte de renverser le gouvernement bonapartiste par d'autres moyens, le Parti communiste s'engage à soutenir la social-démocratie de toutes ses forces. Les communistes s'engagent ici à ne jamais employer de moyens violents contre un gouvernement social-démocrate, tant que celui-ci s'appuiera sur la majorité de la classe ouvrière et garantira au Parti communiste la liberté d'agitation et d'organisation. Cette manière de poser le problème sera comprise par tous les ouvriers sociaux-démocrates et sans parti.

Le troisième front est la *lutte pour le socialisme*. Là aussi, il faut battre le fer quand il est chaud et mettre au pied du mur la social-démocratie par un plan concret de coopération avec l'URSS. Ce qui est nécessaire à ce sujet a été dit ci-dessus.

Bien entendu, ces domaines de lutte, qui ont une importance différente dans la perspective stratégique d'ensemble, ne doivent pas être isolés les uns des autres, mais au contraire s'imbriquer les uns dans les autres. La crise politique de la société exige que l'on lie les problèmes partiels aux problèmes généraux, c'est là précisément l'essence de la situation révolutionnaire.

9 La seule voie

Peut-on s'attendre à ce que le Comité central du Parti communiste s'engage de lui-même sur la voie correcte ? Tout son passé prouve qu'il n'en est pas capable. A peine avait-il commencé à se corriger qu'il se retrouva devant la perspective du « trotskysme ». Si Thälmann ne l'a pas compris de lui-même, on le lui a expliqué de Moscou : il faut sacrifier la « partie » au « tout », c'est-à-dire sacrifier les intérêts de la révolution allemande aux intérêts de l'appareil stalinien. On a mis le holà aux timides tentatives de réviser la politique. La réaction bureaucratique triomphe à nouveau sur toute la ligne.

Ce n'est bien sûr pas le fait de Thälmann. Si l'Internationale communiste donnait aujourd'hui la possibilité à ses sections de vivre, de penser et de se développer, celles-ci auraient pu durant ces quinze dernières années élire elles-mêmes leurs cadres dirigeants. Mais la bureaucratie a mis en place un système de désignation des dirigeants et de soutien à ceux qu'elle a nommés par une publicité artificielle. Thälmann est à la fois le produit et la victime de ce système.

Les cadres, stoppés dans leur développement, affaiblissent le parti. Ils suppléent à leur insuffisance par des mesures de représailles. Les hésitations et le manque d'assurance du parti se répercutent inévitablement sur la classe dans son ensemble. On ne peut appeler les masses à des actions audacieuses, quand le parti lui-même est incapable de prendre des initiatives révolutionnaires.

Même si Thälmann recevait demain un télégramme de Manouïlsky insistant sur la nécessité d'un tournant vers la politique de front unique, le nouveau zigzag de la direction aurait peu d'intérêt, car celle-ci est trop compromise. Une politique correcte exige un régime sain à l'intérieur du parti. La démocratie interne du parti, actuellement simple jouet dans les mains de la bureaucratie, doit redevenir une réalité. Le parti doit d'abord redevenir un parti, alors les masses lui feront confiance. Pratiquement, cela signifie qu'il faut mettre à l'ordre du jour un *congrès extraordinaire du parti et de l'Internationale communiste*.

Une discussion générale doit évidemment précéder le congrès du parti. Toutes les barrières dressées par l'appareil doivent être supprimées. Chaque organisation du parti, chaque cellule du parti a le droit d'inviter à ses réunions et d'écouter tout communiste, qu'il soit membre du parti ou qu'il en ait été exclu, si elle le juge nécessaire à l'élaboration de son opinion. La presse doit être mise au service de la discussion : tous les journaux du parti doivent accorder chaque jour une place suffisante aux articles critiques. Les commissions spéciales de presse, élues lors des assemblées générales des membres du parti, doivent veiller à ce que les journaux servent le parti et non la bureaucratie.

La discussion demandera certainement beaucoup de temps et d'énergie. L'appareil arguera du fait que dans une période critique, le parti ne peut pas se payer le « luxe d'une discussion ». Les sauveurs bureaucratiques estiment que dans une situation difficile, le parti doit se taire. Les marxistes, au contraire, estiment que plus la situation est difficile, plus le rôle indépendant du parti est important.

En 1917, la direction du Parti bolchevique jouissait d'un très grand prestige. Pourtant, le parti connut toute l'année une série de discussions en profondeur. La veille de la Révolution d'octobre, le parti discutait passionnément pour déterminer laquelle des deux parties du Comité central avait raison : la majorité qui était pour le soulèvement ou la minorité qui était contre. Malgré la profondeur des divergences, il n'y eut jamais d'exclusions ni de mesures répressives. Les masses sans parti furent invitées à participer à ces discussions. A Petrograd, une assemblée de femmes sans parti envoya une délégation au Comité central, pour soutenir la majorité. Certes, la discussion demandait du temps. Mais en retour, ces discussions qui se déroulaient librement, sans mensonge ni falsification, forgèrent la certitude générale, inébranlable quant à la justesse de la ligne politique, ce qui seul rendit la victoire possible.

Comment la situation en Allemagne va-t-elle évoluer ? La petite roue de l'opposition réussira-t-elle à mettre à temps en mouvement la grande roue du parti ? La question est posée. On entend souvent des voix pessimistes. Dans les différents groupes communistes, dans le parti lui-même comme à sa périphérie, il y a beaucoup de camarades qui se disent : l'opposition de gauche a une position correcte sur toutes les questions importantes. Mais elle est faible. Ses cadres sont peu nombreux et inexpérimentés politiquement. Une telle organisation avec son petit hebdomadaire (*Permanente Revolution*) peut-elle s'opposer au puissant appareil de l'Internationale communiste ?

Les leçons des événements sont plus fortes que la bureaucratie stalinienne. Nous voulons être aux yeux des masses communistes, les interprètes de ces expériences. C'est là notre rôle historique en tant que fraction. Nous n'exigeons pas comme Seydewitz et Cie que le prolétariat révolutionnaire nous fasse confiance à crédit. Nous nous fixons une tâche plus modeste : nous proposons notre aide à l'avant-garde communiste pour l'élaboration d'une ligne politique juste. Dans ce but, nous recrutons et éduquons nos propres cadres. Ce stade préparatoire ne peut être sauté. A chaque nouvelle étape de la lutte, les éléments les plus conscients et les plus critiques au sein du prolétariat se rangeront à nos côtés.

Le parti révolutionnaire commence avec une idée, un programme qui est dirigé contre l'appareil très puissant de la société de classes. Ce ne sont pas les cadres qui créent les idées, mais les idées qui créent les cadres. La peur face à la puissance des appareils est un des traits les plus saillants de cet opportunisme que cultive la bureaucratie stalinienne. La critique marxiste est plus forte que n'importe quel appareil.

Les formes organisationnelles que prendra le développement futur de l'opposition de gauche dépend d'un grand nombre de circonstances : le poids des coups historiques, la capacité de résistance de la bureaucratie stalinienne, l'action des simples communistes, l'énergie de l'opposition elle-même. Toutefois, les principes et les méthodes que nous défendons ont été mis à l'épreuve dans les événements les plus importants de l'histoire mondiale, dans la défaite comme dans la victoire. Ils se fraieront un chemin.

Les succès de l'opposition dans tous les pays, en Allemagne également, sont notoires. Mais ils se produisent plus lentement que beaucoup d'entre nous ne s'y attendent. On peut le déplorer, mais il ne faut pas s'en étonner. Aux communistes qui se mettent à écouter l'opposition de gauche, la bureaucratie laisse cyniquement le choix suivant : participer à la campagne contre le « trotskysme », ou quitter les rangs de l'Internationale communiste. Pour les fonctionnaires du parti, il y va de leur poste et de leur traitement, et l'appareil stalinien sait magistralement jouer sur les points sensibles. Mais les milliers de simples communistes, écartelés entre leur dévouement aux idées du communisme et la menace d'être exclus des rangs de l'Internationale communiste, sont infiniment plus importants. C'est ce qui explique qu'il y ait dans le Parti communiste officiel tant d'oppositionnels partagés, intimidés ou cachés.

Cette combinaison inhabituelle de facteurs historiques suffit à expliquer la lenteur de la croissance organisationnelle de l'opposition de gauche. Malgré cette lenteur, la vie intellectuelle de l'Internationale communiste est aujourd'hui, encore plus qu'hier, axée sur la lutte contre le « trotskysme ». Les revues et les articles théoriques des journaux du Parti communiste russe et des

autres sections sont principalement consacrés à la lutte contre l'opposition de gauche, tantôt ouvertement, tantôt indirectement. La persécution organisationnelle forcée à laquelle se livre l'appareil contre l'opposition est encore plus symptomatique : sabotage de ses réunions par des méthodes brutales ; utilisation de la force physique sous toutes ses formes ; accords dans les coulisses avec les pacifistes bourgeois, les radicaux français et les francs-maçons contre les « trotskystes » ; propagation par le centre stalinien de calomnies venimeuses.

Les staliniens sentent plus rapidement et savent mieux que les oppositionnels dans quelle mesure nos idées sapent les piliers de leur appareil. Toutefois, les méthodes d'autodéfense de la fraction stalinienne sont à double tranchant. Jusqu'à un certain moment, elles agissent par intimidation. Mais par là même, elles préparent une réaction de masse contre les falsifications et l'emploi de la force physique.

Lorsqu'en juillet 1917, le gouvernement des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires qualifiait les bolcheviks d'agents de l'état-major allemand, cette manœuvre infâme eut dans un premier temps un effet réel sur les soldats, les paysans et les couches arriérées de la classe ouvrière. Mais, lorsque la suite des événements donna clairement raison aux bolcheviks, les masses commencèrent à se dire : on a donc calomnié consciemment les léninistes ; si on les a persécutés aussi violemment, c'est parce qu'ils avaient raison. Et la méfiance à l'égard des bolcheviks fit place au dévouement et à un amour intense. Dans une situation différente, on assiste aujourd'hui à un phénomène identique. Par cette accumulation monstrueuse de calomnies et de mesures de répression, la bureaucratie stalinienne a indéniablement réussi à intimider les simples membres du parti pour un certain temps. Mais par là même, elle prépare la réhabilitation massive des bolcheviks léninistes aux yeux des masses révolutionnaires. Cela ne fait aucun doute.

Certes, nous sommes aujourd'hui encore très faibles. Le Parti communiste a encore les masses, mais déjà, il n'a plus ni théorie ni orientation stratégique. L'opposition de gauche a déjà élaboré son orientation marxiste, mais elle n'a pas encore les masses avec elle. Les autres groupes de « gauche » n'ont ni l'un ni l'autre. Le Leninbund qui s'efforce de remédier à l'absence de ligne politique sérieuse fondée sur des principes, par les fantaisies et les humeurs personnelles d'Urbahns, se traîne désespérément. Les brandlériens, malgré les cadres qu'ils possèdent, dégingolent les marches ; aucune recette tactique ne peut remplacer l'adoption d'une position stratégique révolutionnaire. Le SAP a posé sa candidature à la direction révolutionnaire du prolétariat, prétention non fondée ! Même les représentants les plus sérieux de ce « parti » ne dépassent pas, comme le prouve le dernier livre de Fritz Sternberg, les limites du centrisme de gauche ; plus ils s'appliquent à créer une « doctrine » propre, plus ils prouvent qu'ils sont les élèves de Thalheimer. Cette école n'a pas plus d'avenir qu'un cadavre.

Un nouveau parti historique ne peut surgir simplement parce qu'un certain nombre d'anciens sociaux-démocrates se sont persuadés fort tardivement du caractère contre-révolutionnaire de la politique de Ebert et Wels. Un nouveau parti ne peut pas plus s'improviser à partir d'un groupe de communistes déçus qui n'ont pas encore prouvé leur droit à diriger le prolétariat. Pour qu'apparaisse un nouveau parti, il faut d'une part d'importants événements historiques qui brisent la colonne vertébrale des vieux partis, d'autre part une position de principe élaborée par des cadres éprouvés à partir de l'expérience historique.

Lorsque nous luttons de toutes nos forces pour régénérer l'Internationale communiste et pour assurer la continuité de son développement futur, nous ne cédonc nullement à un fétichisme formel. Nous plaçons le destin de la révolution prolétarienne mondiale au-dessus de l'avenir organisationnel de l'Internationale communiste. Si, malgré tous nos efforts, la pire des variantes devait se réaliser, si la bureaucratie stalinienne menait les partis officiels actuels à leur perte, si, dans un certain sens, il fallait de nouveau tout recommencer, alors, la nouvelle Internationale trouverait sa source dans les idées et les cadres de l'opposition communiste de gauche.

Les critères comme le « pessimisme » et l'« optimisme » sont insuffisants et ne s'appliquent pas à notre travail politique. Il est au-dessus des étapes particulières, des défaites et des victoires. Notre politique est une politique à long terme.

Postface

La présente brochure dont les chapitres ont été écrits à différents moments, était déjà terminée quand un télégramme de Berlin apporta la nouvelle du conflit qui venait d'éclater entre la majorité écrasante du Reichstag et le gouvernement Papen, et par conséquent avec le président du Reich. Nous suivrons attentivement le développement concret des événements dans les colonnes de *Permanente Revolution*. Nous voulons seulement revenir sur certaines conclusions générales qui pouvaient sembler contestables au début de cette brochure, mais qui depuis ont trouvé une confirmation dans les faits.

1. Le caractère *bonapartiste* du gouvernement Papen-Schleicher est pleinement mis en évidence par son isolement au Reichstag. Les cercles agrariens et capitalistes qui sont directement derrière le gouvernement présidentiel, représentent une fraction incomparablement plus réduite de la nation allemande, que le pourcentage des voix obtenues au Reichstag par Papen ne le laisserait penser.

2. L'antagonisme entre Papen et Hitler est l'antagonisme qui existe entre les sommets agrariens et capitalistes d'une part, la petite bourgeoisie réactionnaire d'autre part. De même que jadis, la bourgeoisie libérale se servait du mouvement révolutionnaire de la petite bourgeoisie, mais l'empêchait par tous les moyens de s'emparer du pouvoir, de même la bourgeoisie monopoliste est prête à prendre Hitler comme laquais mais non comme maître. A moins d'une nécessité pressante, elle ne confiera jamais tout le pouvoir au fascisme.

3. Le fait que les différentes fractions de la grande, moyenne et petite bourgeoisie se livrent une lutte ouverte pour le pouvoir, sans craindre un conflit extrêmement risqué, prouve que la bourgeoisie ne se sent pas directement menacée par le prolétariat. Les nationaux-socialistes et le centre, mais aussi les sommets dirigeants de la social-démocratie ont risqué un conflit *constitutionnel* uniquement parce qu'ils étaient sûrs qu'il ne se transformerait pas en un conflit *révolutionnaire*.

4. Le Parti communiste est le seul parti dont les voix contre Papen étaient dictées par des visées révolutionnaires. Mais le chemin est encore long, des visées révolutionnaires aux conquêtes révolutionnaires.

5. La logique des événements est telle que la lutte pour le « parlement » et pour la « démocratie » devient pour tout ouvrier social-démocrate une question de pouvoir. Voilà la signification fondamentale de tout le conflit du point de vue de la révolution. La question du pouvoir est la question de l'unité dans des actions révolutionnaires du prolétariat. La politique de front unique en

direction de la social-démocratie doit permettre, dans un proche avenir, sous une forme respectant la démocratie ouvrière, la création d'organes de lutte de la classe, c'est-à-dire de *conseils ouvriers*.

6. Face aux cadeaux offerts aux capitalistes et à l'attaque inouïe contre le niveau de vie du prolétariat, le Parti communiste doit mettre en avant le mot d'ordre du contrôle ouvrier sur la production.

7. Les différentes fractions des classes possédantes ne peuvent se disputer que parce que le parti révolutionnaire est faible.

Le parti révolutionnaire pourrait devenir infiniment plus fort, s'il tirait profit des querelles entre les classes possédantes. Mais pour cela, il faut. être capable de distinguer les différentes fractions d'après leur composition sociale et leurs méthodes politiques, et non les ranger toutes dans le même sac. La théorie du social-fascisme qui a complètement et définitivement fait faillite, doit être enfin abandonnée comme un vieux fatras.